

ACHAT DE VOIX AUX
PRÉSIDENTIELLES 2024

**Neghza, Sahli,
Hammadi et
80 coaccusés
devant
le tribunal**

P 3

Le Courrier

L'INFORMATION AU QUOTIDIEN d'Algérie

Quotidien national d'information - Prix Algérie 10 DA - France 1 Euro

Mercredi 7 mai 2025 - www.lecourrier-dalgerie.com - N°6437 - 22^e année

LE MAE FRANÇAIS,
JEAN-NOËL BARROT



**« Situation
bloquée
entre Paris
et Alger »**

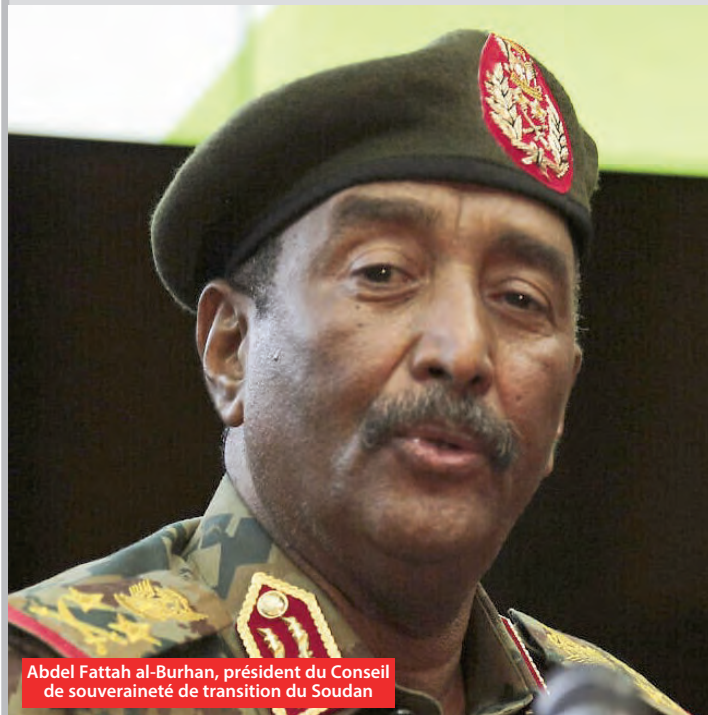
P 3

**LE SOUDAN ROMPT SES RELATIONS DIPLOMATIQUES
AVEC LES ÉMIRATS ARABES UNIS**

« C'est un État agresseur »

Les Émirats arabes unis sont accusés par Khartoum de fournir des armes au paramilitaires des FSR contre l'armée régulière soudanaise. Abu-Dhabi aurait du sang sur les mains de dizaines de milliers de morts.

LIRE EN PAGE 3



Abdel Fattah al-Burhan, président du Conseil de souveraineté de transition du Soudan



Mohammed ben Zayed Al Nahyane, président des Émirats arabes unis

Ph : DR

LE SECTEUR DES MINES

**Au cœur du
développement
économique**

P 4

SAÂDAOUI À PARTIR DE BOUIRA :

**« Deux millions
de tablettes
à la prochaine
rentrée »**

P 2

EXAMENS DE VALIDATION
DES ACQUIS

**Plus de 36 000
détenus
concernés**

P 5

LES COURSES EN DIRECT

HIPPODROME BAZER SAKHRA -
EL EULMA, CET APRÈS-MIDI À 15H30

**Une lutte entre
chevaux de
même niveau**

P 21

**3^E FORUM AFRICAIN DE COOPÉRATION SUD-SUD
ET TRIANGULAIRE POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE**

Larbaoui représente le Président à Freetown

LIRE EN PAGE 2



Informel, l'étau se resserre

La lutte contre le marché informel n'aura pas été une mince affaire. Ses « barons » auront réussi à contourner bon nombre de mesures prises par l'État pour leur faire barrage. La volonté inébranlable du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, qui a classé cette lutte parmi les priorités dans son programme, a, cependant, réussi à pousser les patrons de l'économie informelle dans leurs derniers retranchements. Surtout avec les dispositions de la Loi de finances 2025 et notamment son article 207 qui met fin aux paiements en espèce, notamment les transactions immobilières et la vente des véhicules par les concessionnaires. Un article qui est venu remplacer la disposition précédente limitant le paiement par voie bancaire aux transactions de plus de cinq millions de dinars. Le ministre de la Justice, Lotfi Boudjemâa, vient de rajouter une couche, en adressant

une correspondance aux notaires leur demandant de surseoir, provisoirement, à l'établissement des actes de procuration concernant les ventes de véhicules neufs. Il faut préciser que l'immobilier et les véhicules sont les principales sources du blanchiment d'argent par les importantes sommes d'argent qu'elles charrient.

En réalité, ces mesures ont un spectre plus large puisqu'elles concernent également les paiements des polices d'assurances. La correspondance ministérielle cible les concessionnaires et non pas les simples citoyens. Une autre mesure, contre l'informel, ne va pas tarder à être appliquée. Il s'agit de l'allocation touristique revue à la hausse. Le temps de limiter l'opération à l'embarquement et remettre le « square Port-Saïd » aux promeneurs. Il faut aussi rappeler que le marché informel entrave non seulement le développement économique du pays mais, plus grave encore, il sert également à « financer le terrorisme et la propagation des armes de destruction massive ». C'est

ce thème qui a été retenu pour la journée d'étude, qui a eu lieu lundi dernier, sur « le rôle du Notaire dans l'application des dispositions de la loi » contre les délits financiers. Notaire qui attend, avec impatience la numérisation en cours et la connexion des études notariales avec différentes institutions en relation avec leurs missions. Notamment la mission du notaire de déclarer tout soupçon de blanchiment de capitaux auprès de la cellule de traitement et de renseignement financier. En tout état de cause, la lutte contre l'économie parallèle s'est accentuée ces derniers jours. Un communiqué du parquet de la wilaya d'Oum El-Bouaghi a fait état de la mise en détention provisoire de 3 individus dans l'affaire d'un « concessionnaire privé, qui revendait, à des mandataires, des Fiat Doblo et qui, à leur tour, les proposaient à la vente à des prix exorbitants ». Plus à l'Ouest, le tribunal d'Es-Senia (w. d'Oran) a condamné « 4 personnes impliquées dans la spéculation illégale dans le commerce des bananes » à 12 ans de prison. À mesure que le temps passe, l'informel répand ses tentacules. C'est pourquoi l'État presse le pas pour éradiquer la « pieuvre » !

Zouhir Mebarki

L'ÉDITO

COOPÉRATION SUD-SUD ET TRIANGULAIRE POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Larbaoui participe au 3^e Forum africain à Freetown

Le 3^e Forum africain de haut niveau sur la coopération sud-sud et triangulaire pour le développement durable ouvre ses travaux aujourd'hui, jusqu'au 9 mai, au Centre de conférence international de Bintumani à Freetown (Sierra Leone).

Représentant le président Abdelmadjid Tebboune, président en exercice du Forum des chefs d'État et de Gouvernement du Mécanisme africain d'évaluation par les pairs (MAEP), le Premier ministre, Nadir Larbaoui, s'est rendu, hier, à Freetown (Sierra Leone) pour y prendre part, a indiqué un communiqué des services du Premier ministre. Organisé par le MAEP, ce forum continental permettra d'examiner "les moyens de mobiliser les ressources et de coordonner les efforts pour promouvoir les partenariats sud-sud et triangulaires au service du développement durable dans le continent africain", selon la même source. Il permettra également d'examiner "les répercussions des transformations que connaît le système financier international et les moyens pour les universités, les communautés africaines et le secteur privé de contribuer à une gouvernance globale et participative au niveau du continent africain", conclut le communiqué. Selon un document récent des Nations unies, « la coopération Sud-Sud en Afrique a connu d'importants progrès en matière d'intégration économique, de facilitation du commerce, de résilience climatique et d'égalité des genres ». Selon la même source « la consolidation des partenariats a également contribué à intensifier la transformation numérique, l'échange de connaissances et l'innovation dans le domaine des sciences et des technologies. Les cadres régionaux ont permis de renforcer la coopération Sud-Sud en tant qu'outil essentiel à l'autonomie et au



Nadir Larbaoui, Premier ministre

développement durable ». Le document des Nations unies portant sur la « Coopération Sud-Sud pour le développement » estime que « l'Afrique s'est montrée fermement résolue à faire progresser la coopération Sud-Sud ». Il cite, parmi les principales évolutions : « le renforcement des institutions financières multilatérales africaines, l'accélération des échanges intra-africains, le développement de l'infrastructure numérique, la multiplication des initiatives de résilience climatique et l'amélioration des cadres relatifs à l'égalité des genres ». Il rappelle que, « lancé en 2024, le deuxième plan décennal de mise en œuvre de l'Agenda 2063 de l'Union africaine met l'accent sur l'autonomie de l'Afrique et la vision d'un continent prospère, pacifique, intégré et connecté, en phase avec les objectifs de développement durable ». Il fait part de la formation en ligne organisée par le MAEP, à l'échelle du continent, sur "la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire afin d'accélérer la mise en œuvre de l'Agenda 2063 et la réalisation des objectifs de développement durable ». Grâce à cette formation, il sera possible d'évaluer les effets de la coopération Sud-Sud et de la coopéra-

tion triangulaire en Afrique. Pour rappel, en février dernier, le président de la République a présidé au siège de l'Union africaine (UA) à Addis-Abeba (Ethiopie), les travaux du 34^e sommet des chefs d'État et de Gouvernement du MAEP, en sa qualité de président de ce Mécanisme. Dans une allocution prononcée à cette occasion, le président Tebboune a annoncé que l'Algérie a décidé d'apporter une contribution volontaire d'un million de dollars pour soutenir le MAEP et lui permettre de s'acquitter de ses missions. Le président de la République a réaffirmé "l'engagement de l'Algérie, en tant qu'État fondateur de ce Mécanisme, à activer son rôle face aux défis actuels, notamment en ce qui concerne la consécration de la souveraineté du droit, la lutte contre la corruption et la promotion de la justice sociale et des droits de l'Homme". Des défis, a ajouté le président de la République, qui "nous dictent de travailler dans un esprit de solidarité et de responsabilité pour surmonter les difficultés financières qui limitent la capacité du MAEP à atteindre les nobles objectifs pour lesquels il a été créé".

M. R.

SAÂDAOUI À PARTIR DE BOUIRA :

« Deux millions de tablettes électroniques à la prochaine rentrée »

Le ministre de l'Éducation nationale, Mohamed Sghir Saâdaoui, a effectué hier une visite de travail et d'inspection dans la wilaya de Bouira, au cours de laquelle il a visité plusieurs établissements scolaires à travers différentes régions de la wilaya. Cette visite a été l'occasion pour le ministre de constater de visu les conditions de travail des enseignants et de la scolarité des élèves, ainsi que les infrastructures éducatives existantes et d'autres en cours de réalisation. L'hôte de Bouira a procédé aussi à l'inauguration de deux nouveaux établissements scolaires, notamment un CEM dans la commune d'Aïn Lahdjar et une école primaire dans la commune voisine El Khabouzia. Ensuite, le ministre a procédé à la pose de la première pierre pour la réalisation d'un CEM dans la commune d'Aïn Bessem. Le ministre a également distribué des équipements sportifs dans plusieurs établissements scolaires. Cette visite a été aussi une occasion pour le premier responsable du secteur d'écouter les préoccupations des responsables des établissements, des enseignants et des élèves. « Cette visite rentre dans le cadre de la préparation de la rentrée scolaire prochaine qui nous permettra de constater de visu l'état de la disponibilité des établissements pour accueillir les élèves et connaître aussi les besoins de la wilaya en matière d'établissements afin de réduire la surcharge des classes pour assurer une meilleure prise en charge des élèves », a déclaré Mohamed Seghir Saâdaoui, annonçant, par la suite, que « le nombre de tablettes distribuées aux élèves au niveau national atteindra les 2 millions d'ici la rentrée prochaine. Ce chiffre représente une avancée significative qui est d'environ de 50% de la couverture nationale. Cette initiative vise à moderniser l'enseignement et à améliorer l'accès aux ressources éducatives numériques pour les élèves ».

Omar Soualah

80E ANNIVERSAIRE DES MASSACRES DU 8 MAI 1945

Programme spécial pour honorer la mémoire et rendre hommage aux martyrs

Un programme spécial est prévu cette année pour la commémoration du 80^e anniversaire des massacres du 8 mai 1945 ou de la sanglante répression par la France coloniale de manifestants algériens qui réclamaient leur droit à l'indépendance, faisant plus de 45 000 victimes. En effet, le ministère des Moudjahidine et des Ayants droit a tracé un programme spécial pour la commémoration de la Journée nationale de la mémoire, décrétée par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, en hommage aux sacrifices des vaillants martyrs. Placée sous le haut patronage du président de la République, la commémoration de cet anniversaire, prévue à travers l'ensemble du territoire national, comprend des activités historiques, culturelles et sportives, ainsi que des conférences scientifiques et des colloques, avec la participation des secteurs concernés, des jeunes et

des acteurs de la société civile. À cette occasion, un hommage sera rendu à des artisans de la Révolution et à des personnalités nationales ayant marqué l'histoire et rendu d'insignes services à l'Algérie, que ce soit à travers la lutte armée ou l'action nationale, politique et culturelle. Des moudjahidine et des historiens (vivants ou disparus) qui ont marqué l'histoire de l'Algérie seront ainsi honorés. Dans le même sillage, un film documentaire retraçant les efforts déployés pour la préservation de la mémoire nationale sera dévoilé et les Journées du cinéma de la mémoire seront organisées en coordination avec le ministère de la Culture et des Arts. Dans le prolongement des séances de travail de la Commission nationale de préparation des cérémonies commémoratives des journées et des fêtes nationales, une plateforme numérique sera lancée en guise de musée interactif proposant des expositions vir-

tuelles sur le patrimoine matériel et immatériel de l'Algérie durant la période 1830-1962, en sus du lancement d'un jeu électronique dédié à l'histoire destiné aux jeunes.

PROMOUVOIR LE DISCOURS HISTORIQUE ET PROTÉGER LA MÉMOIRE

Les assises nationales sur la mémoire sont également prévues, dans ce cadre, pour discuter des problématiques inhérentes à l'histoire et à la mémoire nationales, en vue de promouvoir le discours historique national, de protéger la mémoire et d'immuniser les générations à travers la conscientisation historique. D'éminents spécialistes algériens superviseront la première édition de ces assises, qui seront ensuite tenues périodiquement dans le cadre de la stratégie nationale pour la préservation de la mémoire. Des colloques nationaux sur les crimes coloniaux français seront

en outre organisés dans les wilayas de Sétif et de Guelma, en coordination avec le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, en plus des activités scientifiques historiques prévues par les musées du Moudjahid à l'échelle nationale.

Le ministère des Moudjahidine et des Ayants droit a également tenu à organiser « un voyage de la mémoire » au profit des descendants d'Algériens déportés en Nouvelle-Calédonie et en Guyane durant la période coloniale. De plus, en reconnaissance de leurs contributions majeures à l'écriture de l'histoire nationale, le ministère s'emploie à éditer et rééditer les œuvres complètes d'éminents historiens algériens, ainsi que celles d'historiens étrangers ayant traité l'histoire de l'Algérie avec objectivité. Par ailleurs, des reconstitutions des massacres du 8 Mai 1945 sont programmées dans des espaces publics à l'échelle nationale, en

coordination avec le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, le Conseil supérieur de la jeunesse (CSJ) et l'Observatoire national de la société civile (ONSC).

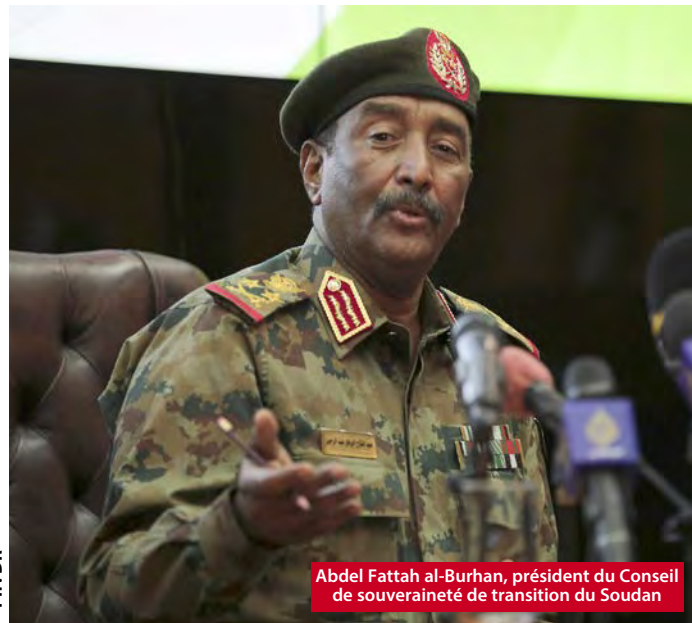
Aussi, afin de sensibiliser les citoyens aux immenses sacrifices des aïeux, le prêche du vendredi 9 mai sera consacré aux massacres du 8 Mai 1945. Selon le ministre des Moudjahidine et des Ayants droit, Laid Rebiga, la commémoration du 80^e anniversaire de ces massacres « intervient cette année dans un contexte national et international particulier ». Il a souligné que la date du 8 mai 1945 « marque une étape charnière et décisive dans l'histoire de l'Algérie ». « Une douloureuse épreuve à travers laquelle le peuple algérien a décidé de la voie à emprunter pour arracher sa liberté et recouvrer son Indépendance », a-t-il dit.

Ania N.

LE SOUDAN ROMPT SES RELATIONS DIPLOMATIQUES AVEC LES ÉMIRATS ARABES UNIS

« C'est un État agresseur »

Les Émirats arabes unis sont accusés par Khartoum de fournir des armes sophistiquées aux paramilitaires des FSR contre l'armée régulière soudanaise. Abu Dhabi aurait du sang sur les mains de dizaines de milliers de morts.



Abdel Fattah al-Burhan, président du Conseil de souveraineté de transition du Soudan

Le gouvernement soudanais semble épuiser toutes les voies de recours diplomatiques possibles, sachant qu'il n'a cessé, depuis plusieurs mois, à mettre en garde en prenant à témoin la communauté internationale, contre « l'ingérence » des Émirats arabes unis dans les affaires du Soudan. C'est-à-dire, le soutien d'Abu Dhabi aux paramilitaires des Forces de soutien rapide opposées aux forces régulières soudanaises. Hier, le gouvernement soudanais, dirigé par le président de transition Abdel Fattah al-Burhan, a annoncé la rupture de ses relations diplomatiques avec les EAU, qualifiant le pays de Mohammed ben Zayed Al-Nahyane d'« État agresseur ». La décision a été annoncée par le ministre de la Défense Yassin Ibrahim dans un discours prononcé à la télévision soudanaise. Ce dernier a accusé nommément Abu Dhabi de « violer la souveraineté » du Soudan en fournissant des armes aux paramilitaires des FSR, en guerre contre l'armée régulière depuis avril 2023. « Le monde entier suit depuis plus de deux ans le crime d'agression contre la

souveraineté du Soudan, son intégrité territoriale et la sécurité de ses citoyens, commis par les Émirats arabes unis via leur affidé local », a déclaré Yassin Ibrahim, accusant les Émirats d'avoir fourni « des armes stratégiques sophistiquées ». Pour Khartoum, « Lorsque les Émirats arabes unis ont constaté la défaite imminente de leur vassal face à nos forces armées (...) ils ont

intensifié leur soutien », a accusé le ministre de la Défense, assurant que le Soudan « répondra à cette agression par tous les moyens nécessaires pour préserver la souveraineté du pays ».

Il y a lieu de souligner que la décision de rupture intervient au lendemain du rejet notifié par la Cour internationale de justice (CIJ) de la plainte introduite par le Sou-

dan et dans laquelle il a accusé Abu Dhabi de « complicité de génocide » dans la province occidentale du Darfour, et ce à cause de son « soutien présumé » aux FSR, dirigées par le général Mohamed Hamdan Dogolo. La CIJ s'est déclarée « incompétente » pour statuer et les EAU qui ont toujours démenti « toute implication » dans le conflit ont salué cette décision. Depuis son déclenchement il y a un peu plus de deux ans, ce conflit a tué des dizaines de milliers de personnes et poussé au déplacement de plus de 10 millions de personnes.

Jusqu'à hier encore, le Port-Soudan, qui abrite le siège provisoire du gouvernement, essuie, depuis trois jours, une salve de frappes de drones visant des infrastructures stratégiques, notamment aéroport, base militaire, dépôts de carburants, station électrique, etc. En novembre 2024, Khartoum a mis fin à un accord estimé à 6 milliards de dollars avec les EAU pour le développement d'un port de la mer Rouge à cause justement de l'ingérence de Abu Dhabi.

Farid Guellil

ACHAT DE VOIX AUX PRÉSIDENTIELLES 2024

Neghza, Sahli, Hammadi et 80 coaccusés devant le tribunal de Sidi M'hamed

Le tribunal du pôle économique et financier de Sidi M'hamed a entamé lundi, le procès d'une affaire de corruption liée à l'élection présidentielle de 2024. Ce dossier implique des candidats et des élus accusés d'avoir recours à l'achat de voix contre 800 dinars par signature, afin de se garantir un soutien pour leur candidature. Un total de 82 accusés se retrouvent devant la justice, avec différentes charges, allant de la corruption à l'escroquerie. Les premiers accusés à être jugés sont trois anciens candidats à la candidature à la dernière présidentielle : Saïda Neghza, Belkacem Sahli et Abdelhakim Hammadi. Ils sont poursuivis pour achat de signatures d'élus afin d'obtenir leur parrainage pour la présidentielle de 2024. Les 80 autres prévenus font face à des accusations de corruption, abus de pouvoir, escroquerie, et autres infractions liées à la manipulation du processus électoral. Au cœur de l'affaire se trouve un industriel et vice-président de la Confédération générale des entreprises algériennes (CGEA), qui aurait facilité la collecte des signatures pour Neghza.

S. O.

LE MAE FRANÇAIS :

« Situation bloquée entre Paris et Alger »

À quand remonte déjà le dernier « accrochage » entre l'Algérie et la France ? Il y a une vingtaine de jours, l'Algérie a expulsé 12 agents en poste à l'ambassade de France à Alger. Cette décision a été prise en riposte à l'arrestation brutale suivie de la mise en examen arbitraire d'un agent consulaire algérien en France, et ce dans le cadre de la prétendue affaire d'élévage du délinquant notoire surnommé « Amir DZ ». En représailles, Paris a expulsé 12 agents algériens et rappelé son ambassadeur à Alger pour consultation. Depuis cet épisode qui s'ajoute à une longue série d'actes plus ou moins fermes et hostiles, entrecoupés par des tentatives de reprise de dialogue,

tous les canaux diplomatiques semblent fermés. Hier, le ministre français des Affaires étrangères, Jean-Noël Barrot - dont la visite du 6 avril dernier à Alger a été un échec total - a rebondit sur la crise entre Paris et Alger en considérant que « la situation est bloquée ». Sur les ondes de la radio RTL, Barrot a dit : « À ce stade la situation est bloquée », ajoutant que « c'est la responsabilité des autorités algériennes ». Evidemment, et encore une fois, c'est la faute à l'Algérie ! On ne peut pas attendre mieux de la part du commun des ministres français qui passent le plus clair de leur temps à désigner l'Algérie derrière « tous les maux » de la France. Par ailleurs, Barrot a évoqué l'écrivain algéro-français Boualem

Sansal, condamné par la justice algérienne à cinq ans de prison ferme. « Un homme de 80 ans qui est éloigné de ses amis », a-t-il plaidé « la cause » de l'écrivain en faveur duquel il a espéré que les autorités algériennes « sauront faire preuve d'humanité ». Autre sujet, Barrot s'est implicitement adressé à son collègue de l'intérieur, Bruno Retailleau. « Nous avons intérêt (...) à ne pas faire de l'Algérie un sujet de politique intérieure », a prévenu le chef de la diplomatie française, pour qui encore « lorsque nous le faisons, nous prenons le risque de causer du tort à nos compatriotes franco-algériens, et c'est lorsque la relation est à peu près équilibrée que l'on obtient des résultats ».

F. G.

MEURTRE D'UN JEUNE MUSULMAN EN FRANCE

La réaction de Retailleau et consorts qualifiée de « Racisme systémique »

Le ministre français de l'Intérieur continue de faire l'objet de nombreuses critiques à propos de sa réaction face au meurtre d'un jeune musulman survenu récemment dans une mosquée en France. Le quotidien Libération ayant qualifié de « racisme systémique » les hommages rendus par des représentants de l'État dans un article titré : « Le lapsus d'État de Bruno Retailleau ». Dans son article paru dimanche, Libération écrit : « Après le meurtre dans une mosquée du Gard d'Aboubakar Cissé, les hommages rendus par des représentants de l'État sont la preuve d'un racisme systémique ». Le quotidien détaille : « Trois jours après le meurtre, dans une mosquée du Gard (sud), d'un jeune musulman, Aboubakar Cissé, d'une cinquantaine de coups de couteau, par un Français d'origine bosniaque..., le ministre de l'Intérieur Bruno Retailleau, invité à réagir (sur un plateau

de télévision française), détaille ainsi l'enquête policière : « On est en train de retrouver les liens familiaux que Abouba... que cet individu avait... que cette personne avait... ». Et de poursuivre : « En trois secondes dans la bouche du ministre, Aboubakar Cissé passe donc par trois statuts différents. Avant de se rabattre sur le statut neutre de (cette personne), il a transité quelques secondes par le statut d'« individu » autant dire dans la bouche d'un ministre de l'Intérieur fonctionnellement contaminé par la langue des PV policiers, de coupable présumé d'un vol à la tire. Tout cela après avoir échoué à la troisième syllabe à son examen de véritable victime, de ces victimes qui ont droit à leur nom (et surtout à leur prénom)... ». Libération s'est demandé ensuite « quel type de victime est donc Aboubakar Cissé dans la France de 2025 ? ». Dans le même contexte, le quotidien a critiqué la réaction irrespon-

sable de plusieurs autres représentants de l'État français face au meurtre de ce jeune musulman. « Plusieurs heures durant, la présidente de l'Assemblée nationale Yael Braun-Pivet a hésité avant de consentir à observer la minute de silence sollicitée par les parlementaires de gauche », a relevé l'article.

LES MENSONGES DU SÉNAT

Le Sénat, poursuit la même source, a refusé net cette minute de silence. « Nous n'observons au Sénat de minute de silence que pour des disparitions de sénateurs ou pour de grands événements comme des attentats terroristes », a-t-on expliqué auprès de l'institution. De « graves événements comme des attentats terroristes ? », s'interroge le quotidien en rappelant qu'en février dernier, le Sénat avait néanmoins consacré une minute de silence à la mémoire d'une fillette assassinée dans l'Essonne par un jeune voisin

énervé par une défaite sur un jeu vidéo ! Concernant Retailleau, le média lui reproche plusieurs faits, notamment « que le meurtre de Cissé n'ait d'abord été qualifié d'islamophobe par le ministre de l'Intérieur et des Cultes que comme (une piste parmi d'autres), que le ministre « ait attendu 48 heures pour se rendre dans le Gard, préférant honorer de sa présence en priorité deux meetings électoraux internes », ou qu'il ait « refusé de recevoir la famille de la victime, prétextant de la difficulté à trouver « la vraie famille du jeune homme ». Et de conclure : « Ce qui établit l'existence d'un racisme d'État ou islamophobie ce ne sont pas seulement des crimes de guerre, des lois, des règlements, des décrets ou à l'inverse des hommages et des minutes de silence. Ce sont les mots des représentants de l'État, ceux qu'ils écrivent, prononcent ou ...ceux qui leur échappent. Le lapsus du ministre est un lapsus d'État ».

Ania N.

LE SECTEUR DES MINES

Au cœur du développement économique

Dans le secteur des mines en Algérie, la relance effective des activités, longtemps ralenties, voire arrêtée, a été concrétisée par les mégaprojets visant le renforcement de la contribution des richesses minières aux efforts de diversification de l'économie nationale.

Conformément aux orientations du président Abdelmadjid Tebboune, le secteur des mines est devenu prioritaire. Dans ce sens, 2023 peut être considérée comme « l'année du secteur minier par excellence », marquée par le début des opérations de traitement du minerai de fer du gisement stratégique de Gara Djebilet (Tindouf). L'intérêt pour l'exploitation des mines remonte aux premières années de l'indépendance. En décembre 1965, en tenant son congrès constitutif, la Fédération des travailleurs des mines et carrières a demandé l'ouverture des mines abandonnées en même temps que l'adoption du statut du mineur. Quelques mois après, en mai 1966, dans son allocution à l'occasion de la commémoration des massacres du 8 mai 1945, le regretté président Houari Boumediène affirmait la volonté de l'Algérie de reprendre possession de ses richesses naturelles et annonçait la nationalisation des entreprises minières (dont celle de Gara Djebilet, confiée au BAREM, Bureau algérien des recherches minières, créé en 1964). L'industrialisation doit s'appuyer sur l'exploitation des matières premières dont celles tirées des mines, expliquait le président Boumediène. Évidemment, cette mesure de souveraineté nationale n'a pas été du goût de tout le monde. Quelques jours après, une campagne anti algérienne a été déclenchée à partir du Maroc. Moins d'un an après, en février 1967, lors de la réunion des présidents d'Assemblée populaire communale (APC), le président Boumediène a révélé qu'une coali-



tion de pays occidentaux a empêché la commercialisation des produits des mines nationalisées. La nationalisation des mines en mai 1966 a fait une exception: la société du Djebel Onk (SDO). Les raisons : la SDO a été créée après l'indépendance et l'Algérie a acquis 33% dans la société avec une clause pour une remontée vers 50% dès l'entrée en production et il était convenu que le président de la SDO serait nommé par les autorités algériennes. En 1966, la SDO est entrée en production et l'Algérie a eu 50% du capital. En mai 1967, le BAREM est dissous et remplacé par la SONAREM (Société nationale de recherches et d'exploitations minières) qui prend le relais dans la gestion des mines. En novembre 1967, la Sonarem prend en charge l'exploitation de la mine du Djebel Onk. C'est dans ce contexte que les responsables algériens avaient formalisé un des principes de leur politique économique : « l'Algérie ne permettra plus qu'une richesse tirée de son sol soit génératrice d'effets économiques plus grands dans un autre pays que le sien ». La Sonarem s'est attelée à former son personnel qualifié et surtout à faire l'inventaire des ressources minières avec la coopération de pays amis qui avaient déjà

aidé l'Algérie à se libérer du colonialisme français durant la lutte armée. Fin janvier 1968 le président Boumediène visitait la mine du Zaccar et annonçait 50% d'augmentation des salaires.

En mai 2025, les richesses minières sont mises au service du développement économique national. Citons la mine de fer de Gara Djebilet à Béchar, en exploitation depuis juillet 2022, le projet de zinc et de plomb à Oued Amizour à Béjaïa (34 millions de tonnes de réserves), et le projet du phosphate intégré à Tébessa, visant à faire de l'Algérie un exportateur clé d'engrais. Au plan institutionnel, le remaniement ministériel opéré le 18 novembre dernier par le président Tebboune, a créé un secrétariat d'État chargé des Mines, confié à Mme Karima Tafer, auprès du ministre d'État, ministre de l'Énergie, des Mines et des Énergies renouvelables. Au plan réglementaire, le secteur minier sera renforcé par une nouvelle loi qui a pour objectif de créer un environnement juridique propice et favorable au développement de l'industrie minière et un cadre incitatif aux investisseurs, outre la promotion du transfert de la technologie.

M'hamed Rebah

ÉNERGIES RENOUVELABLES

L'Algérie et le PNUD examinent la possibilité d'élargir la coopération

Le secrétaire d'État auprès du ministre de l'Énergie, chargé des Énergies renouvelables, Noureddine Yassaâ a reçu la Représentante résidente du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) en Algérie, Natasha Van Rijn, avec laquelle il a évoqué « les voies et moyens de renforcer la coopération dans le domaine des énergies renouvelables », a indiqué un communiqué du ministère. Lors de cette rencontre qui s'est tenue au siège du ministère en présence des cadres du secteur, les deux parties ont passé en revue « l'état et les perspectives des relations de coopération entre l'Algérie et le PNUD », et évalué « le niveau des projets en cours, notamment les projets réalisés en partenariat avec l'Agence nationale pour la promotion et la rationalisation de l'utilisation de l'énergie (APRUE), dans le cadre du renforcement de l'efficacité énergétique et de l'accompagnement de la transition énergétique », a précisé la même source. La rencontre a aussi porté sur « la possibilité d'élargir la

coopération à de nouveaux domaines liés aux énergies renouvelables, notamment l'énergie solaire photovoltaïque et l'énergie éolienne, le développement de l'utilisation de l'hydrogène vert comme source d'énergie alternative et propre, ce qui permettra de réduire l'empreinte carbone, en particulier dans le secteur industriel, de promouvoir le transport propre et de renforcer la durabilité environnementale », a fait savoir le communiqué. À ce propos, M. Yassaâ a présenté « les

principaux programmes et projets du secteur, notamment ceux liés au développement des biocarburants, à la valorisation énergétique des déchets et aux initiatives de transition vers un modèle énergétique plus durable », selon la source. De son côté, Mme Van Rijn a salué les efforts de l'Algérie visant à construire un nouveau modèle énergétique durable, conforme aux Objectifs de développement durable (ODD) et favorisant la coopération régionale, notamment avec les pays afri-

cains. Cette dernière a en outre affirmé « la disponibilité du PNUD à poursuivre sa collaboration avec l'Algérie, en renforçant les cadres de coopération dans les domaines de la transition énergétique, de l'efficacité énergétique, du renforcement des capacités humaines, du développement de la gouvernance et des modèles énergétiques durables, à travers l'échange d'expertises et d'expériences réussies », a conclu le communiqué du ministère.

L. Z.

L. Zeggane

DÉDIÉ À L'ÉLEVAGE ET AUX PRODUCTIONS LAITIÈRES

Cherfa lance le salon national de Tizi-Ouzou

Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Youcef Cherfa, a procédé, hier à Tizi-Ouzou, à l'inauguration de la première édition du salon national de l'élevage et des productions laitières. Organisé par la chambre d'agriculture de la wilaya de Tizi-Ouzou (CAW), le premier salon national de l'élevage et des productions laitières, qui se déroule à Tizi-Ouzou jusqu'au 10 courant, vise la valorisation et la préservation des races locales et à booster notamment la production laitière. Selon les

organisateurs, le salon a pour objectif de réunir les différents acteurs de la filière, des scientifiques, des industriels, des institutions publiques et autres, en vue de sortir avec des solutions concrètes pour préserver le cheptel et améliorer sa productivité. À rappeler que l'État a pris des mesures concernant la production laitière, localement, pour réduire ; voire mettre fin à l'importation de cette matière à l'instar du projet algéro-qatari « Baladna » qui se veut un projet intégré de production du lait en poudre dans le Sud

algérien, précisément dans la wilaya d'Adrar, moyennant des investissements de l'ordre de 3,5 milliards USD. Fruit d'une joint-venture entre le Fonds national d'investissement (FNI) (49%) et la société qatarie « Baladna » (51%), le projet permettra de couvrir environ 50% des besoins de l'Algérie en poudre de lait localement et d'approvisionner le marché national en viandes rouges.

Sarah O.

SONELGAZ EXAMINE
LES OPPORTUNITÉS
AVEC L'ENTREPRISE LIBANAISE
«MATELEC»

« Localiser l'industrie des transformateurs électriques en Algérie »

Le PDG du groupe Sonelgaz, Mourad Adjal a reçu, au siège de la direction générale, le P-dg de l'entreprise libanaise « Matelec », Sami Saghir, pour discuter des opportunités de partenariat dans le domaine de la fabrication de transformateurs électriques, a indiqué, hier, un communiqué du groupe. Selon la même source, « cette rencontre s'inscrit dans le cadre des efforts de Sonelgaz visant à élargir ses partenariats internationaux et à encourager les investissements étrangers en Algérie, notamment dans le secteur de l'industrie des équipements électriques ». Lors de ces entretiens, la partie libanaise a exposé « l'expertise de son entreprise en matière de fabrication de transformateurs à haute et très haute tension », exprimant son souhait « d'élargir et de localiser cette activité industrielle en Algérie, en phase avec la dynamique économique que connaît le pays ». Le responsable libanais a également affiché son intérêt à « adhérer à cette dynamique économique, d'autant plus que son entreprise considère Sonelgaz comme un partenaire fiable, au vu de sa réputation à l'échelle africaine ». Pour sa part, M. Adjal a souligné que « la dynamique économique actuelle fait de l'Algérie une destination attractive pour l'investissement », réaffirmant « la disponibilité de Sonelgaz à accompagner les investisseurs souhaitant localiser l'industrie des équipements électriques, notamment ceux dédiés aux réseaux à haute tension, dans le cadre du soutien au développement industriel national et de la promotion des produits destinés à l'exportation ». Les deux parties ont, en outre, exprimé leur volonté commune « d'accéder aux marchés africains, en réalisant des mégaprojets d'infrastructures énergétiques à même de contribuer au développement du secteur énergétique à l'échelle continentale », a précisé le communiqué. Ajoutant que, « cette rencontre s'inscrit dans une série d'initiatives de Sonelgaz tendant à sceller des partenariats stratégiques pour la promotion de l'industrie nationale et la réalisation du développement durable, conformément aux orientations des hautes autorités du pays visant à diversifier les exportations hors hydrocarbures », a conclu la source.

EXAMENS DE VALIDATION DES ACQUIS

Plus de 36 000 détenus concernés

Le directeur général de l'administration pénitentiaire et de la réinsertion, Essaid Zreb, a fait savoir, hier à l'occasion du lancement officiel des examens de validation des acquis, que « 36 339 détenus inscrits à l'enseignement à distance ont passé hier ces examens, à travers le pays, répartis sur les niveaux moyen et secondaire, dont 35 846 hommes et 493 femmes ».



S'exprimant depuis la wilaya de Mostaganem, il a ajouté que ces examens se déroulent dans 141 établissements pénitentiaires agréés par l'Office national de l'enseignement et de la formation à distance (ONEFD) comme centres d'examen, sous la supervision de 1.294 enseignants encadrateurs. Zreb a indiqué que « les services de l'administration pénitentiaire ont recensé 76.421 détenus inscrits à l'enseignement à distance dans les différents cycles éducatifs pour l'année en cours, dont 1.880 suivent un enseignement universitaire, parmi lesquels 81 bénéficient d'une semi-liberté, et 7.242 sont inscrits dans des classes d'alphabétisation ».

Le même responsable a souligné que « la politique de rééducation et de réinsertion des détenus vise à développer leurs compétences et aptitudes personnelles, ainsi qu'à élever continuellement leur

niveau d'instruction », précisant que « l'éducation des détenus occupe une place importante dans le travail des établissements pénitentiaires pour améliorer leurs chances de réintégration sociale et professionnelle à leur sortie, en les sensibilisant à la citoyenneté et à la responsabilité dans une société respectueuse des lois ». Selon lui, le ministère de la Justice, à travers la Direction générale de l'administration pénitentiaire, a mobilisé tous les moyens matériels nécessaires, notamment les établissements pénitentiaires modernes construits selon les normes internationales, dotés d'espaces éducatifs adéquats comme des salles de classe équipées selon les standards en vigueur dans les établissements scolaires, en plus de la mise à disposition de manuels scolaires, de fournitures péda-

gogiques et de la prise en charge des frais de scolarité des détenus dans tous les cycles éducatifs.

Il a également indiqué que ces moyens matériels sont accompagnés de ressources humaines qualifiées, comme les agents pénitentiaires formés à l'École nationale des agents pénitentiaires et ses annexes, suivant un programme de formation adapté aux exigences de la réforme pénitentiaire, dans le cadre de la modernisation de la gestion administrative et financière des établissements pénitentiaires, et de la promotion des activités éducatives, sanitaires et psychologiques des détenus, selon les normes internationales de protection et de respect des droits de l'Homme. Il a également souligné la contribution efficace des différentes Institutions de l'État,

notamment les efforts fournis par le ministère de l'Éducation nationale, tant au niveau central que local, via l'ONEFD et les directions de l'éducation, qui supervisent toutes les étapes du déroulement des examens officiels des détenus dans les établissements pénitentiaires.

Zreb a salué le rôle de la société civile dans la mise en œuvre de la politique de réinsertion sociale des détenus à travers les activités constructives organisées à l'intérieur des établissements pénitentiaires, ainsi que l'accompagnement et l'orientation des détenus après leur libération, précisant qu'« une coopération est établie avec 448 associations, dont 22 nationales, à leur tête le Croissant Rouge algérien et les Scouts musulmans algériens ».

Ania N.

OBJET D'UNE CONFÉRENCE A L'UNIVERSITÉ D'ALGER 3

« La liberté d'expression à l'ère de l'IA : opportunités et risques »

La Faculté des Sciences de l'information et de la communication de l'Université d'Alger 3 « Ibrahim Sultan Cheïboub » a organisé une conférence scientifique sur « la liberté d'expression à l'ère de l'intelligence artificielle : opportunités et risques ». Lors de cette conférence, organisée en coordination avec le Commandement de la Gendarmerie nationale et la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN), l'accent a été mis sur « l'importance de la formation continue au profit des journalistes, en vue de leur permettre de relever les défis rencontrés dans l'exercice de leur profession ». En effet, les participants ont été unanimes sur la nécessité d'une « utilisation rationnelle des techniques de l'intelligence artificielle dans le travail journalistique ». S'exprimant à cette occasion, le recteur de l'Université d'Alger 3, Khaled Rouaski, a précisé que « l'objectif de cette rencontre était de traiter la problématique de l'impact de l'intelligence artificielle sur la liberté d'expression », à travers « l'exploration des moyens d'adaptation du système médiatique aux nouveautés technologiques », ainsi que l'actualisation et l'adaptation des programmes universitaires à ces évolutions ». Pour sa part, le professeur Ahmed Adimi a affirmé que « l'intelligence artificielle offrait de nombreux avantages dans le domaine de la presse à même d'améliorer la performance médiatique », appelant dans ce sens à « poursuivre la for-

mation notamment dans le domaine de l'intelligence artificielle ». L'expert en TIC, Younès Grar a, de son côté, plaidé pour « l'utilisation des services et applications de l'intelligence artificielle », insistant sur « l'importance de la formation continue et de la mise à jour des connaissances dans ce domaine ». Dans le même sillage, le chef de service de l'Information et de la Communication du Commandement de la Gendarmerie nationale, le Lieutenant-Colonel Abdelkader Beziou a évoqué « les avantages et les inconvénients de l'utilisation

des logiciels d'intelligence artificielle dans le domaine de la presse », saluant « le partenariat qualitatif entre le Commandement de la GN et la corporation médiatique nationale au service de l'intérêt général ». Dans son intervention, le représentant de la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN), l'Officier principal de police Saidani Walid a abordé certains aspects du plan de la DGSN de prévention et de lutte contre la cybercriminalité », a-t-il souligné.

L.Z.

CONCOURS DE RECRUTEMENT D'INGENIEURS ET DE TECHNICIENS À LA SONATRACH

6 000 candidats retenus

6 000 candidats ont été retenus au terme du concours national de recrutement d'ingénieurs et de techniciens à Sonatrach. Ce concours, organisé par Sonatrach en partenariat avec l'Agence nationale de l'emploi (ANEM), est destiné aux diplômés des universités, des instituts et des écoles académiques, s'est déroulé du 29 décembre 2024 au 4 janvier 2025. Il a enregistré une participation record de 181.162 candidats, marquant l'une des plus vastes campagnes de recrutement menées par Sonatrach ces dernières années. Selon la même source, la correction des épreuves s'est faite dans des conditions garantissant « les plus hauts niveaux d'équité et de transparence », avec un système de cryptage préalable pour assurer l'anonymat des participants. Les lauréats seront progressivement affectés à travers les différents sites et installations de Sonatrach, en fonction des besoins exprimés et des spécialités requises, précise le communiqué. Les résultats officiels sont disponibles via la plateforme numérique de l'ANEM, ainsi qu'au niveau des annexes des agences locales pour l'emploi. Sonatrach a, à cette occasion, félicité les candidats retenus et réaffirmé son engagement à valoriser les compétences nationales.

A. N.

FEMMES ALGÉRIENNES CHEFS D'ENTREPRISE (SEVE) Hidaoui reçoit une délégation

« **P**romouvoir l'entrepreneuriat féminin auprès des jeunes et permettre à la femme de contribuer efficacement à la dynamique économique nationale ». Telle est la question proposée par le ministre de la Jeunesse, chargé du Conseil supérieur de la jeunesse, Mustapha Hidaoui et une délégation de l'Association des femmes algériennes chefs d'entreprise (SEVE), a indiqué un communiqué du ministère. En effet, Hidaoui a reçu la présidente de SEVE, Mme Saâdi Chahrazed, accompagnée des membres de l'association, lors d'une rencontre qui s'inscrit dans le cadre de « la promotion des initiatives sociétales notamment celles ciblant les jeunes », a précisé la même source. La rencontre a été l'occasion d'examiner « les moyens de renforcer la coopération entre le ministère et l'Association, notamment dans les domaines de la promotion de l'entrepreneuriat féminin auprès des jeunes et de permettre à la femme de contribuer efficacement à la dynamique économique nationale du pays », a souligné le communiqué. À cet effet, le ministre a affirmé « l'engagement de son secteur, dans le cadre de sa nouvelle stratégie à l'horizon 2035, à soutenir les initiatives entrepreneuriales féminines », mettant l'accent sur « la disponibilité du ministère à accueillir et à accompagner des projets sérieux au sein des établissements de jeunes », renforçant ainsi « l'esprit de l'initiative et de l'innovation chez les jeunes ». De son côté, la présidente de l'association a salué les efforts du ministère visant à « intégrer les différents acteurs dans le processus de développement national », exprimant « la volonté de l'association de renforcer les cadres de la coopération institutionnelle, notamment en lançant des programmes communs de formation et de sensibilisation au profit des jeunes femmes souhaitant se lancer dans l'entrepreneuriat », a conclu le communiqué.

L. Zeggane

EN RAISON D'UNE GRÈVE EN FRANCE

Air Algérie annule deux vols sur la ligne Alger-Toulouse

La compagnie aérienne nationale, Air Algérie, a annoncé, hier, l'annulation de deux vols sur la ligne Alger-Toulouse (France), en raison d'un mouvement de grève prévu dans ce pays, a indiqué un communiqué de la compagnie. En effet, il s'agit du vol Alger -Toulouse (AH1044) et le vol Toulouse -Alger (AH1045), tous les deux programmés pour, hier, a précisé la même source. Soulignant que « cette annulation est indépendante de sa volonté ». La compagnie a invité ses voyageurs à contacter son Centre d'appel au 3302 pour toute information complémentaire, a conclu le communiqué.

L. Z.

LA RÉSISTANCE REJETTE TOUTE TRÊVE SANS LA FIN DU SIÈGE

« Guerre de la faim » à Ghaza

Un haut responsable de la résistance palestinienne a affirmé qu'aucune négociation de cessez-le-feu n'avait de sens tant que l'armée sioniste poursuivait ce qu'il a qualifié de « guerre de la faim » contre la population de Ghaza, appelant la communauté internationale à intervenir de toute urgence.



PH: DR

insisté sur l'urgence d'acheminer immédiatement de l'aide humanitaire dans un territoire ravagé par une famine croissante.

UNE FAMINE « ORCHESTRÉE », SELON L'ONU

Les déclarations de Naïm interviennent alors que l'armée israélienne a annoncé lundi un plan de grande ampleur pour élargir son offensive et prendre le contrôle total de la bande de Ghaza. Ce plan, validé par le cabinet de sécurité israélien, inclut le déplacement forcé de la majorité des habitants du territoire, en particulier dans la ville de Ghaza au nord, où la population a déjà été déplacée plusieurs fois depuis le début de la guerre. Le territoire palestinien est soumis à un blocus quasi total depuis le 2 mars, entraînant une crise humanitaire étouffante. Israël a relancé son offensive militaire le 18 mars après une trêve de deux mois. Selon Mahmoud Basal, porte-parole de la défense civile à Ghaza, trois personnes, dont une fillette, ont été tuées et dix autres blessées lors de multiples frappes israéliennes ces dernières 24 heures. Face à l'escalade, le secré-

taire général de l'ONU, Antonio Guterres, s'est dit « profondément préoccupé » par les projets militaires israéliens. Son porte-parole adjoint, Farhan Haq, a mis en garde contre une nouvelle vague de morts civils et de destruction massive à Ghaza « Cela entraînerait inévitablement un nombre incalculable de victimes civiles supplémentaires », a-t-il déclaré, réaffirmant que Ghaza fait partie intégrante d'un futur État palestinien.

Trois agences de l'ONU ont récemment appelé Israël à lever le blocus humanitaire qui expose les habitants de Ghaza à une famine imminente. Du côté israélien, le porte-parole militaire Efi Dverin a défendu l'opération en cours, affirmant qu'elle visait à « déplacer la majorité des civils de Ghaza pour leur sécurité ». Le commissaire général de l'UNRWA, Philippe Lazarini, a quant à lui condamné l'interdiction imposée par Israël à l'entrée de l'aide humanitaire, la qualifiant de « famine fabriquée par l'homme, motivée politiquement ». Pour les Palestiniens, tout nouveau déplacement forcé représenterait une « seconde Nakba », en référence à l'exil massif de 1948. Le Pro-

gramme alimentaire mondial a alerté vendredi dernier sur l'épuisement imminent de ses dernières réserves alimentaires à Ghaza, soulignant que les cuisines communautaires pourraient cesser de fonctionner dans les prochains jours. Israël continue d'entraver l'acheminement de l'aide, accusant la résistance palestinienne de détourner les livraisons — des accusations rejetées par cette dernière, qui rétorque qu'Israël utilise la famine comme une arme de guerre. Depuis le 7 octobre 2023, date du début de la guerre israélienne contre Ghaza, le nombre de morts dans la bande de Ghaza s'élève à 52 615 personnes, avec 118 752 blessés, selon les chiffres communiqués par les autorités sanitaires locales. Rien que depuis la reprise des hostilités le 18 mars, 2 507 personnes ont été tuées et 6 711 blessées. Au cours des dernières 24 heures, 48 morts et 142 blessés ont été enregistrés. De nombreuses victimes sont encore ensevelies sous les décombres ou jonchent les rues, sans possibilité d'intervention des secours en raison de l'intensité des bombardements.

M. Seghilani

CAUSANT DES MORTS ET DES BLESSÉS

Israël bombarde l'aéroport de Sanâa

Dans une escalade majeure du conflit régional, l'armée d'occupation israélienne a lancé, dans la nuit de lundi à mardi, une série de frappes aériennes contre plusieurs cibles au Yémen, dont l'aéroport international de Sanâa, en représailles à une attaque balistique ayant visé l'aéroport Ben Gourion, près de Tel-Aviv. Plus de dix sites ont été ciblés, incluant des installations pétrolières, des dépôts de carburant et des infrastructures civiles stratégiques. Des sources médiatiques locales ont confirmé que l'aéroport de la capitale yéménite avait été frappé de manière intensive, provoquant la mort de deux civils et plusieurs dizaines de blessés. Des images satellites diffusées par l'armée israélienne montrent l'aéroport entièrement marqué en rouge, avec un message d'alerte exigeant son évacuation immédiate. « Toute personne présente dans la zone de l'aéroport de Sanâa est exposée à un danger imminent. Évacuez immédiatement ». Cette attaque survient 48 heures après un tir de missile balistique depuis le Yémen qui, selon l'armée israélienne, a atteint le cœur même de l'aéroport Ben Gourion sans avoir été intercepté, malgré le passage à travers quatre couches de défense aérienne. C'est la première fois qu'un tel projectile atteint une cible aussi sensible au centre d'Israël depuis le début des tensions dans la région. Des forces yéménites ont revendiqué l'attaque, qu'elles considèrent comme une réponse légitime aux massacres commis par Israël à Ghaza. Le bombardement de l'aéroport de Sanâa marque une nouvelle phase du conflit, étendant désormais les opérations militaires de l'occupant israélien au-delà du Levant vers la péninsule arabique. Plusieurs analystes voient dans cette opération une tentative israélienne de dissuasion, mais qui pourrait au contraire entraîner une réaction en chaîne des groupes de la « résistance », notamment au Liban, en Irak et en Syrie. Les Nations unies, l'Union européenne et plusieurs ONG ont exprimé leur inquiétude face aux frappes contre des infrastructures civiles dans un pays déjà ravagé par une décennie de guerre et de crise humanitaire. L'aéroport de Sanâa est une plateforme vitale pour l'acheminement de l'aide humanitaire au Yémen, et sa neutralisation pourrait aggraver davantage la situation humanitaire catastrophique. Alors que la guerre contre Ghaza se poursuit et que les tensions s'exacerbent dans la région, cette frappe pourrait annoncer l'ouverture d'un nouveau front impliquant le Yémen. Des sources locales annoncent déjà qu'une réponse militaire proportionnée est à prévoir, tandis que des responsables iraniens ont condamné l'attaque israélienne, soutenant ouvertement le droit du Yémen à se défendre. Face à cette évolution préoccupante, la communauté internationale peine à imposer un cessez-le-feu, et la crainte d'une conflagration régionale généralisée se renforce de jour en jour.

« LES NERFS » DU TRANSPORT ISRAËLIEN DANS LA CIBLE YÉMÉNITE

Le trafic de passagers à l'aéroport Ben Gourion a connu une baisse significative ces derniers jours, à la suite de l'annulation de plusieurs vols internationaux. Cette réaction des compagnies aériennes fait suite à l'annonce faite dimanche par les forces armées yéménites de leur intention d'imposer un blocus aérien total à l'occupant israélien. Plusieurs compagnies aériennes étrangères ont décidé de suspendre temporairement leurs vols à destination et en provenance d'Israël. Cette décision survient après que le porte-parole de l'armée yéménite, le général de brigade Yahya Saree, a mis en garde l'ensemble des compagnies aériennes internationales, leur demandant explicitement d'annuler tous les vols à destination des aéroports israéliens, pour des raisons de sécurité. Dans sa déclaration, le général Saree a souligné que ce blocus serait mis en œuvre par la multiplication des frappes ciblées sur les infrastructures aéroportuaires israéliennes, notamment l'aéroport de Lod, connu sous le nom israélien d'« aéroport Ben Gourion ». Le même jour, les forces armées yéménites ont annoncé avoir tiré un missile balistique hypersonique en direction de l'aéroport Ben Gourion, en soutien au peuple palestinien et en réaction aux massacres perpétrés à Ghaza par l'armée israélienne. Le missile aurait atteint sa cible avec une grande précision, contournant les systèmes de défense antimissile israéliens et américains, selon les déclarations de Yahya Saree. L'impact de cette attaque a provoqué une paralysie temporaire de l'aéroport, dont les activités ont été suspendues pendant plus d'une heure. Par mesure de sécurité, des millions d'Israéliens ont été contraints de se réfugier dans des abris. Ce climat d'insécurité a renforcé les craintes des voyageurs et incité plusieurs compagnies à revoir leur position quant aux liaisons avec Israël.

M.S.

JÉNINE ET TULKAREM EN CISJORDANIE OCCUPÉE

100 jours sous l'enfer de l'occupation israélienne

Depuis plus de 100 jours, les forces israéliennes poursuivent leur offensive contre la ville de Jénine et son camp de réfugiés. Le bombardement, les destructions massives et l'imposition de restrictions sévères sur l'accès à la ville et au camp ont provoqué une détérioration alarmante des conditions de vie pour des milliers de Palestiniens. Les autorités locales rapportent que près de 600 maisons ont été complètement détruites, tandis que d'autres sont devenues inhabitables à cause des dégâts causés par les bombardements. La vie à l'intérieur du camp devient chaque jour plus insupportable, avec des opérations de destruction systématiques visant à changer la structure du camp et à le vider de ses habitants. Les opérations militaires israéliennes se poursuivent dans plusieurs zones de la ville, et le recours à des bulldozers pour raser des zones agricoles comme celles situées entre les colonies de Harmish et Dotan dans la région de Jabbah aggrave la situation. En plus des destructions matérielles, les habitants sont soumis à une pression constante, marquée par des incursions militaires régulières, des tirs à balles réelles et des raids ciblés. Le nombre de personnes déplacées continue d'augmenter, dépassant

désormais les 22 000 déplacés de Jénine. En parallèle, l'économie de la ville est en chute libre, avec des pertes commerciales importantes et une fermeture généralisée des commerces, notamment dans les quartiers ouest. L'impact du blocus et des destructions économiques est visible dans tous les secteurs de la ville. Depuis 100 jours, la ville de Tulkarem et son camp de réfugiés de Nour Shams subissent un siège militaire israélien intense. Des incursions régulières, des arrestations arbitraires, et des tirs sur des civils ont exacerbé les souffrances. Les autorités locales ont signalé des destructions considérables, tant au niveau des infrastructures que des habitations. À cela s'ajoutent des violences continues à l'encontre des habitants, en particulier dans les quartiers de Tulkarem et les camps voisins, où les forces israéliennes ont régulièrement envahi les maisons et procédé à des arrestations. Le 87ème jour de cette offensive a vu l'arrestation de plusieurs jeunes et la destruction de maisons appartenant à des figures locales. L'un des aspects les plus préoccupants de cette offensive est la volonté des autorités israéliennes de changer les caractéristiques démographiques du camp de Nour Shams. Les autorités israéliennes ont

récemment ordonné la démolition de 106 maisons et bâtiments résidentiels dans les camps de Tulkarem et Nour Shams. L'opération de démolition a commencé avec 15 bâtiments dans le camp de Nour Shams, avec un projet annoncé pour en démolir encore plus dans les prochains jours. Des informations provenant des autorités palestiniennes signalent que ce processus de déportation forcée a eu des effets dévastateurs, forçant plus de 25 000 personnes à fuir leur domicile. Le nombre de maisons entièrement détruites dépasse 396, et plus de 2 500 autres ont subi des dégâts importants.

APPELS À L'ACTION INTERNATIONALE

Les pertes humaines dans ces régions sont tragiques. À Jénine, le nombre de martyrs s'élève à 40, et à Tulkarem, 13 civils, dont un enfant et des femmes enceintes, ont été tués dans les attaques israéliennes. Les blessures sont nombreuses, et des dizaines de Palestiniens ont été arrêtés, portant à des centaines le nombre total de victimes de ces opérations militaires. Ces actions font partie d'un programme plus large visant à détruire les infrastructures palestiniennes, démolir les maisons et imposer des déplacé-

ments forcés. Face à cette situation, le gouverneur de Tulkarem, Abdelallah Kamil, a dénoncé ces actions comme étant des actes de "sadiques" motivés par des politiques de répression et d'humiliation systématiques. Il a appelé la communauté internationale à intervenir, à briser le silence et à exercer des pressions sur Israël pour qu'il mette fin à ces violations des droits humains. L'escalade continue de ces attaques souligne la nécessité urgente d'une intervention internationale pour protéger les droits fondamentaux des Palestiniens et mettre un terme aux souffrances infligées par l'occupation israélienne. Les voix des défenseurs des droits humains se font entendre partout dans le monde, appelant à un soutien immédiat pour ces populations persécutées et à des sanctions contre l'État israélien afin de faire respecter les conventions internationales relatives aux droits des civils. Alors que les Palestiniens font face à l'extinction de leurs foyers, de leurs terres et de leur dignité, la solidarité internationale devient plus que jamais une nécessité vitale pour mettre fin à ces violences incessantes.

M. S.

LA FINUL TIRE LA SONNETTE D'ALARME

L'entité sioniste sommée de respecter la résolution 1701

Alors que les violations israéliennes de la souveraineté libanaise se poursuivent à un rythme alarmant, la Force intérimaire des Nations unies au Liban (FINUL) a lancé un appel sans équivoque : l'armée israélienne doit se retirer entièrement du territoire libanais, conformément à la résolution 1701 du Conseil de sécurité de l'ONU.

Lors d'une visite à la localité de Dhayra, située dans le secteur occidental du Sud-Liban, le général Nicola Mandolesi, commandant du secteur ouest de la FINUL, a exprimé le soutien total de la mission onusienne aux populations civiles. Il a réaffirmé l'engagement de la FINUL à rester sur le terrain et à maintenir une coopération étroite et constante avec l'armée libanaise, en particulier dans les opérations de déminage, condition indispensable au retour sécurisé des habitants. « La présence israélienne au nord de la ligne bleue constitue une violation claire de



la résolution 1701. Nous appelons à un retrait immédiat », a déclaré le général Mandolesi, tout en soulignant le soutien continu à l'armée libanaise pour le déploiement de ses forces et le rétablissement de la stabilité dans la région.

DES FRAPPES ISRAÉLIENNES INTENSES À L'EST ET AU SUD

Parallèlement à cet appel, les frappes israéliennes se sont intensifiées sur plusieurs fronts. Lundi soir, des raids aériens ont visé les hauteurs de Chaâra,

dans la chaîne orientale à l'est du Liban. Ces frappes ont été accompagnées d'un bombardement de la région de Sergaya en Syrie, située en face des montagnes libanaises. Selon l'Agence nationale d'information, des avions de chasse israéliens ont survolé à basse altitude la région du Bekaa, semant la panique parmi la population. Dans le Sud-Liban, la ville de Tair Harfa a été frappée par des missiles israéliens, détruisant quatre structures préfabriquées. D'autres frappes ont également

ciblé la localité de Srifa. Ces attaques s'inscrivent dans une escalade continue des violations de l'accord de cessez-le-feu entre Israël et le Liban. La semaine dernière, une frappe israélienne a coûté la vie à un civil libanais et blessé deux ressortissants syriens, après qu'un véhicule de type pick-up a été pris pour cible entre Mais al-Jabal et Blida, dans le sud du pays. Alors que les tensions frontalières explosent et que les civils continuent de payer le prix fort, la communauté internationale reste étonnamment passive. La FINUL, l'un des rares acteurs encore actifs sur le terrain, tente de préserver un semblant de stabilité, mais son autorité est de plus en plus mise à l'épreuve par les actions israéliennes unilatérales. Face à cette situation explosive, le Liban appelle à la fin des violations de sa souveraineté. Le retrait israélien des territoires occupés au nord de la ligne bleue ne constitue pas seulement une obligation juridique, mais aussi une urgence sécuritaire. Sans cela, la région court à une nouvelle conflagration, dont les conséquences pourraient dépasser les frontières du Liban.

M. Seghilani

RAFAH, UNIQUE POINT D'ACCÈS DE L'AIDE HUMANITAIRE

Plan sioniste cruel pour vider le nord de Ghaza

D'après la radio de l'armée de l'occupant israélien, le dispositif de distribution de l'aide humanitaire que la puissance occupante entend mettre en place dans la bande de Ghaza n'a pas pour but principal de soulager les souffrances de la population civile, mais bien d'accélérer son déplacement forcé du nord vers le sud du territoire.

Selon les informations diffusées, les aides seront exclusivement distribuées dans la ville de Rafah, à l'extrême sud de la bande, dans une zone située entre les axes de Morag et Philadelphie, entièrement contrôlée par les forces israéliennes. L'accès à cette zone sera strictement encadré et soumis à des fouilles approfondies, précisent les sources militaires. Trois centres de distribution y seront créés, faisant de Rafah le seul point autorisé pour recevoir et redistribuer l'aide humanitaire. Aucune autre zone du territoire ne sera desservie, ce qui devrait, selon les calculs des autorités de l'occupant, forcer les civils du nord à migrer vers le sud. Une structu-

re temporaire de distribution pourrait être installée dans le nord, mais elle serait démantelée dès que le transfert des habitants vers Rafah serait jugé suffisant. Présenté comme une réponse humanitaire à la crise dans la bande de Ghaza, ce dispositif est perçu par de nombreuses organisations comme une opération cynique masquant une stratégie de nettoyage ethnique. En subordonnant la survie des civils à leur déplacement dans des zones militarisées et sous contrôle absolu de l'occupant, Israël instrumentalise l'aide humanitaire à des fins politiques et militaires. Ce projet s'inscrit dans la continuité d'une politique de déplacement forcé et de domination totale sur le territoire. Dans ce contexte, l'armée israélienne a annoncé hier l'élargissement de son offensive sur Rafah, déjà encerclée depuis plusieurs semaines. Les troupes poursuivent leurs opérations et s'approprient à investir de nouveaux secteurs de la ville. La résistance palestinienne a, de son côté, dénoncé l'approbation par le cabi-

net israélien de l'expansion de l'opération terrestre à Ghaza comme une décision assumée de sacrifier les prisonniers israéliens détenus dans l'enclave. Dans un communiqué, elle fustige ce choix qu'elle qualifie de nouvelle démonstration d'échec, estimant que le gouvernement israélien persiste dans une stratégie vouée à l'impasse depuis plus de vingt mois. Elle pointe également la responsabilité directe du Premier ministre Benjamin Netanyahu, poursuivi par la Cour pénale internationale, dont les déclarations traduisent un acharnement criminel encouragé par le soutien inconditionnel de l'administration américaine. La résistance palestinienne appelle les pays arabes et musulmans ainsi que les Nations unies à assumer leurs responsabilités, à intervenir de manière urgente pour mettre un terme à cette guerre d'extermination, et à œuvrer pour la comparution des dirigeants israéliens devant la justice internationale.

M.S.

ARRÊTÉ AUX ÉTATS UNIS POUR ACTIVISME PRO-PALESTINIEN

Mohsen Mehdawi, étudiant à Columbia, relâché

Le militant palestinien Mohsen Mehdawi, qui a été arrêté aux États-Unis pour son soutien à la Palestine avant d'être libéré le 30 avril dernier, a qualifié le traitement réservé aux étudiants pro-palestiniens de « trahison à la constitution américaine ».

Dans sa première déclaration publique après sa libération, Mehdawi a affirmé qu'aucune force ne pourrait le réduire au silence et qu'il était confiant que la justice finirait par triompher. L'arrestation de Mehdawi, survenue le 14 avril, a suscité une vague d'indignation. Alors qu'il venait tout juste de terminer ses études supérieures à l'université de Columbia et était sur le point de recevoir son diplôme, il a été emprisonné dans un

centre de détention pour immigrés en Louisiane. Cette détention était liée à son engagement en faveur de la cause palestinienne et de la défense des droits humains. Après sa libération, Mehdawi a adressé un message fort au président américain, Donald Trump, en lui déclarant : « Je n'ai pas peur de toi ». Un acte symbolique qui visait à dénoncer, selon lui, la « philosophie de la peur » prônée par l'administration Trump envers ceux qui soutiennent la cause palestinienne. Mehdawi a également critiqué la politique du ministre américain des Affaires étrangères, Marco Rubio, à l'égard des étudiants militants pour la Palestine, qu'il accuse de nourrir l'antisémitisme aux États-Unis. Dans son

intervention, Mehdawi a posé une question essentielle : « Celui qui défend la justice et la paix en toute liberté est-il celui qui menace la politique américaine ? ». Une interrogation qui résume parfaitement les tensions croissantes entre les autorités américaines et les mouvements de solidarité internationale, notamment ceux soutenant la Palestine. L'affaire de Mehdawi s'inscrit dans un contexte plus large de répression des militants pro-palestiniens dans les universités américaines. Selon les informations fournies par les documents judiciaires, Mehdawi, originaire d'un camp de réfugiés en Cisjordanie occupée, est arrivé aux États-Unis en 2014. Il avait cofondé l'Union des étudiants palestiniens

à l'Université de Columbia, aux côtés de Mahmoud Khalil, également arrêté pour des raisons similaires. Les manifestations de soutien à la Palestine, qui ont débuté à Columbia, se sont rapidement étendues à plus de 50 universités à travers le pays, avec des centaines de manifestants interpellés, la plupart étant des étudiants et des membres du corps professoral. Au total, plus de 3100 personnes ont été arrêtées dans le cadre de ces manifestations. Cet événement illustre un climat de plus en plus répressif envers les voix dissidentes aux États-Unis, notamment celles qui s'élèvent contre les politiques israéliennes et pour la justice en Palestine.

M. S.

DÉTENUS PALESTINIENS DANS LES GEÔLES SIONISTES

Torture, famine et négligence médicale

Des dizaines de familles de prisonniers se sont mobilisées, hier, à Naplouse, ainsi que des représentants de la société civile et des autorités locales, lors d'une veillée de solidarité en faveur des détenus palestiniens dans les prisons israéliennes. Cet événement a été organisé par le Club des prisonniers, l'Autorité des affaires des prisonniers et des libérés, ainsi que le Syndicat des journalistes palestiniens. Il s'inscrivait dans le cadre de la Journée mondiale de la liberté de la presse, célébrée chaque 3 mai, en particulier pour rendre hommage aux journalistes emprisonnés. Le directeur du Club des Prisonniers à Naplouse, Mouzaffar Doukan, a exprimé l'ampleur de la souffrance des prisonniers, en soulignant les conditions de vie extrêmement difficiles dans les prisons israéliennes. Selon lui, les détenus sont confrontés à des formes de torture inhumaines, à des privations alimentaires sévères, et à l'interdiction des visites familiales. Il a insisté sur le fait que les prisonniers, et notamment les journalistes, sont victimes de répression systématique, un traitement qui va à l'encontre des normes internationales des droits humains. Le gouverneur de Naplouse, Ghassan Daghlis, a rappelé que les journalistes palestiniens jouent un rôle essentiel dans la lutte pour la liberté et la justice, souvent au prix de leur vie, de leur sécurité et de leur liberté. Il a salué leur travail courageux, qu'ils exercent malgré les menaces et les agressions constantes, tant en Cisjordanie qu'à Ghaza. Le membre de la direction du Syndicat des Journalistes Palestiniens, Ayman Noubani, a lancé un appel fort à la communauté internationale, notamment aux Nations unies, pour qu'elles intensifient leurs pressions afin de mettre fin aux violations des droits des journalistes palestiniens. Il a également souligné des chiffres alarmants : au moins 212 journalistes ont été tués depuis le début de l'année 2025, tandis que près de 400 journalistes ont été blessés et 55 d'entre eux sont toujours détenus dans les prisons israéliennes. Par ailleurs, 112 établissements de presse ont été détruits ou fermés dans les territoires palestiniens occupés. Dans un autre communiqué, l'Autorité des Affaires des Prisonniers a dénoncé l'aggravation des conditions de vie des détenus palestiniens, en particulier en raison de la négligence médicale, de la malnutrition et des mauvais traitements infligés par l'administration pénitentiaire israélienne. Selon l'Autorité, les prisonniers sont de plus en plus exposés à des souffrances physiques et psychologiques graves, souvent aggravées par des conditions de détention extrêmement précaires et des soins médicaux inexistantes. L'Autorité a donné des détails inquiétants concernant l'état de santé de plusieurs prisonniers, dont Hussein Abu Kwik, 68 ans, emprisonné depuis novembre 2023. Malgré ses nombreuses demandes, il n'a pas reçu de traitement adéquat pour des affections graves comme l'arthrite et le diabète. De plus, il a perdu plus de 60 kilogrammes depuis son incarcération. Le cas de Hussein Abu Kwik illustre les conditions alarmantes auxquelles sont confrontés de nombreux détenus palestiniens, en particulier ceux souffrant de maladies chroniques.

M. S.

OUARGLA. IRRIGATION AGRICOLE

Nécessité d'une feuille de route pour l'utilisation rationnelle de l'eau

Les participants à une journée d'études intitulée "utilisation rationnelle des eaux d'irrigation dans le développement des cultures stratégiques", organisée lundi à Ouargla, ont souligné l'importance de l'élaboration d'une feuille de route pour l'exploitation rationnelle des ressources en eaux mobilisées dans le développement des cultures stratégiques.

Les intervenants, experts agronomes, chercheurs et acteurs des secteurs de l'agriculture et de l'hydraulique, ont mis en avant la nécessaire fédération des efforts pour arrêter une feuille de route devant permettre l'utilisation rationnelle de la ressource hydrique destinée aux cultures stratégiques, en vue de leur assurer un développement durable. Le directeur de l'Agence du bassin hydrographique du Sahara ABHS-Ouargla, Mohamed Samir Belghouth, a affirmé que le secteur agricole implique, du fait de sa grande importance, une rationalité dans l'utilisation de l'eau, eu égard aux défis imposés par les changements climatiques et la demande croissante sur la mobilisation de l'eau. En application des directives de l'Etat portant réalisation d'un développement durable, l'ABHS a élaboré un riche programme destiné aux secteurs des ressources en eau, de l'agriculture et de l'énergie, comprenant des activités de sensibilisation sur les voies de préservation de l'eau et l'utilisation rationnelle de cette ressource vitale pour le développement de l'agriculture saharienne, a-t-il ajouté. Selon l'intervenant, "atteindre l'objectif de la sécurité alimentaire est intimement lié à la sécurité hydrique, et, pour cela, l'Etat œuvre inlassablement à la concrétisation de mégaprojets stratégiques, dont le dessalement de l'eau de mer et l'exploitation des eaux traitées à des fins d'irrigation agricole et dans l'industrie". Dans ce même ordre d'idées, la directrice générale de l'Office de développement de l'agriculture industrielle en



Ph: DR

terres sahariennes (ODAS), Sabiha Bouse-dra, a indiqué que l'organisation de cette journée tend à appuyer les efforts visant l'ancrage de l'utilisation rationnelle de la ressource en eau et sa mobilisation pour le développement d'une agriculture durable afin d'atteindre la sécurité alimentaire, réduire la facture d'importation et consolider la souveraineté nationale. "Choisir cet important thème vient en réponse aux défis imposés par la réalité climatique, d'où l'importance de trouver des solutions scientifiques et techniques innovantes à même d'optimiser l'exploitation des ressources en eau, notamment celles mobilisées pour le développement des cultures stratégiques", a-t-elle soutenu. Pour sa part, et dans une communication sur "l'importante concrétisation de forages agricoles aux normes techniques pour une irrigation durable", M. Aziz Zeddouri, enseignant à l'université Kasdi Merbah d'Ouargla, a estimé nécessaire de veiller au respect des normes techniques dans la réalisation des forages d'irrigation agricole. L'universitaire a mis en avant l'importance de la réhabilitation et l'entretien périodique des forages d'irrigation, pour un développement durable des cultures stratégiques. De son côté, M. Mohamed

Kamel Bensalah, cadre au Centre de recherche scientifique et technique sur les régions arides (CRSTRA) de Biskra, a indiqué, dans son exposé intitulé "les nouvelles techniques innovantes d'irrigation et leur rôle dans l'économie de l'eau", que les changements climatiques imposent une mutation des types agricoles avec actualisation des techniques agraires et l'adoption de l'agriculture intelligente axée sur l'exploitation de l'Intelligence artificielle et l'innovation. D'autres thèmes inhérents aux développements de l'agronomie saharienne au niveau du bassin du Sahara, l'impact des facteurs hydro-édaphiques sur la production agricole dans les périmètres sahariens et l'efficacité de la sensibilisation à l'économie de l'eau pour assurer la durabilité des ressources en eau, ont également été animés lors de cette journée tenue au siège de l'ABHS à Ouargla. Organisée en coordination avec l'ODAS, les directions des services agricoles (DSA) et des ressources en eaux (DRE) d'Ouargla, cette rencontre s'est déroulée en présence d'agronomes et experts en ressources en eaux des wilayas de Biskra, El-Oued, Tougourt, Ouargla, Ghardaïa et El-Meniaa, ont indiqué les organisateurs.

BATNA. PROTECTION CIVILE

Manœuvre simulant l'extinction d'un feu de forêt

Une manœuvre simulant l'extinction d'un feu de forêts dans une zone forestière située entre le chef-lieu de la wilaya de Batna et la commune de l'Oued Chaaba, a été organisée, lundi, par la protection civile. Selon les explications fournies au wali, Mohamed Benmalek, qui a supervisé l'opération, la manœuvre visait à tester la préparation des différents dispositifs et unités chargés de la lutte contre les incendies, ainsi qu'à éprouver la coordination sur le terrain entre les différents intervenants. Dans la localité de Sebaoun, dans la commune d'Oued Chaaba, le chef de l'exécutif local s'est enquis des moyens humains et matériels mobilisés dans le

cadre du plan ORSEC (organisation des secours) et leur état de préparation pour intervenir et faire face à toute situation d'urgence telle que les incendies de forêts.

La manœuvre a consisté en un exercice simulant un feu de forêt dans la zone de Condorcet (commune d'Oued Chaaba), qui s'est propagé aux zones voisines habitées, causant une situation de panique et occasionnant des blessures à plusieurs citoyens, justifiant ainsi le déclenchement du plan ORSEC. La manœuvre a mis à contribution, en plus des éléments de la protection civile, différents intervenants, dont les services de sûreté et la gendarmerie nationale, appuyés par 156 sapeurs-pompiers et 28

véhicules d'intervention. La manœuvre "vise à examiner le degré de coordination opérationnelle entre les différents partenaires dans le processus de lutte contre les incendies de forêts, et leur capacité à intervenir rapidement et efficacement en cas d'urgence, y compris la conservation des forêts avec ses 23 équipes mobiles", a déclaré Mohamed Arab, conservateur des forêts. Pour rappel, le bilan des incendies de forêts dans la wilaya de Batna, l'été dernier, a été jugé "positif" dès lors que la superficie consommée n'a pas dépassé les 40 hectares, essentiellement des broussailles, grâce à la vigilance et à la coordination rapide et efficace sur le terrain entre les différents intervenants.

EL-MEGHAÏER. DJAMAÂ

Pas moins de 600 personnes bénéficient de consultations ophtalmologiques

Pas moins de 600 personnes ont bénéficié de consultations ophtalmologiques à Djamaâ (wilaya d'El-Meghaïer), dans le cadre de la campagne nationale "Camp En-Nour", organisée par l'association "Nedjda", a-t-on appris lundi des organisateurs. Menée au niveau de la polyclinique relevant de l'établissement public de santé de proximité (EPSP) de la daïra de Djamaa, l'opération a profité aux habitants de cette daïra et des agglomérations qui lui sont rattachées, dont Zaouïa, Tigdine, Alloucha, Bordj-Slimane et Mazer, a indiqué le chef de bureau de wilaya de l'association, Abdelbaki Ababsa. Retenue dans le cadre du rapprochement des prestations de santé des citoyens des régions isolées, et la sensibilisation sur le dépistage précoce des maladies oculaires, cette campagne vise à améliorer la prise en charge sanitaire au niveau local et sensibiliser le citoyen sur la prévention des maladies causant la cécité, a précisé le responsable. Dr Selmane Thabet, ophtalmologue au centre hospitalo-universitaire "Mustapha Pacha" d'Alger, ayant conduit cette opération, a fait état, de son côté, de la préparation, en coordination avec la direction locale de la Santé, d'une autre campagne de chirurgie ophtalmologique au profit des patients souffrant de cataracte.

BOUIRA. ADE

Réparation d'une fuite d'eau au niveau du système de transfert du barrage Koudiet Acerdoune

Des travaux de réparation d'une importante fuite d'eau, survenue au niveau de la conduite principale du système des grands transferts du barrage Koudiet Acerdoune, ont été lancés lundi pour une durée de 72 heures, rapporte un communiqué de l'Algérienne des Eaux (ADE). Des communes de l'ouest et du sud de la wilaya seront touchées, à compter de mardi, par des perturbations dans l'alimentation en eau potable (AEP) "suite à des travaux de réparation d'une importante fuite survenue sur la conduite principale du système des grands transferts, programmés par l'unité de production du barrage Koudiet Acerdoune", a expliqué l'ADE dans son communiqué. Les communes concernées par cette coupure sont : Ain Laâlou, Ain Lahdjar, Ain Bessam, Khabouzia, Bir Ghalou, Souk Lakhmis, Raouraoua, El Mokrani, Sour El Ghoulzlane, Dirah, El Hakimia, Maâmoura, Dechmia, Ridane, Hadjra Zerga, Zbarbar, Guerrouma. Les villages de Djebahia et d'Aomar, ainsi que de Kadi-ria seront également touchés, selon les détails fournis dans le même document. De ce fait, l'Algérienne des eaux appellent les abonnés de ces communes à prendre les dispositions nécessaires afin de s'approvisionner en eau durant cette période de coupure, tout en les rassurant quant à la reprise progressive de la distribution après la fin des travaux de réparation de ladite fuite. Les services de l'ADE ont précisé en outre que les établissements scolaires et hospitaliers seront approvisionnés en camions citerne en attendant la reprise du service d'alimentation en eau potable.

BÉCHAR. HABITAT

Attribution de 198 LPL au chef-lieu de wilaya

Un quota de 198 logements de type public locatif (LPL) a été attribué à leurs bénéficiaires dans la commune de Bechar, a-t-on appris lundi des services de la wilaya. L'attribution de ces logements, situés au nouveau pôle urbain de la route de Lahmar (Nord-est de Bechar), s'inscrit dans le cadre de la prise en charge des préoccupations des citoyens du chef-lieu de wilaya en matière de logement, a-t-on précisé. Un autre quota de logements sociaux sera attribué, lors d'une nouvelle opération, prévue le 5 juillet prochain, à l'occasion de la célébration du 63ème anniversaire de l'Indépendance, a-t-on assuré, de même source. Outre cette opération, un programme de 700 unités similaires est actuellement en cours de réalisation au niveau de la zone urbaine de "Tighaliine", au Sud-ouest de la commune de Bechar, selon la même source.

BOUMERDÈS. LUTTE ANTI-INCENDIES

Près de 900 agents mobilisés pour renforcer la colonne mobile

Près de 900 agents seront déployés pour renforcer la colonne mobile anti-incendies de forêts et des récoltes agricoles relevant de la Protection civile de Boumerdès, au titre de la prochaine saison estivale 2025, a-t-on appris, lundi, auprès de ce corps.



Ph : DG

La saison estivale 2025 verra le renforcement de la colonne mobile avec près de 900 agents (tous grades confondus), répartis sur une vingtaine de groupes, dont chacun englobera 58 agents avec une durée d'intervention fixée à neuf (9) jours, a indiqué à l'APS, le responsable de la cellule de communication de la Protection civile de la wilaya, le capitaine Hocine Bouchachia, en marge du lancement de la campagne de sensibilisation contre les incendies de forêts et de récoltes.

L'activation de cette colon-

ne mobile s'inscrit dans le cadre d'un plan préventif ciblant toutes les régions de la wilaya, avec la participation et la coordination de tous les secteurs concernés.

"Son entrée en service est prévue pour le début du mois de juin prochain, soit immédiatement après son installation officielle, et ce, jusqu'à la fin du mois d'octobre 2025", selon la même source. "A travers cette colonne mobile, un accompagnement sera, également, apporté aux agriculteurs durant la campagne moisson-battage, qui sera lancée sur

l'ensemble de la wilaya, dans le but de préserver les récoltes agricoles et les zones forestières des incendies", a ajouté le même responsable.

Le dispositif de lutte contre les incendies de forêts sera, également, renforcé avec divers équipements opérationnels, notamment 11 camions de différents types, une pompe, des citernes légères, un autobus, des appareils de télécommunication, du matériel divers, une ambulance, un véhicule de commandement ainsi qu'un large éventail d'équipements manuels d'in-

tervention, selon la même source. Le programme de cette campagne de sensibilisation englobe notamment une caravane de sensibilisation, lancée, dimanche, et qui sillonnera toutes les régions de la wilaya tout au long de la saison estivale.

A cela s'ajoute, une opération de sensibilisation en coordination avec la direction de l'éducation, ciblant les établissements scolaires des trois cycles, en plus d'un programme de sensibilisation prévu dans les mosquées et les cités universitaires.

EL-MENIAA. SALON LOCAL DE L'EMPLOI

Plus de 65 exposants à la première édition

Soixante-sept (67) exposants ont pris part au premier salon local de l'emploi, organisé lundi à El-Meniaa, sous le slogan "Le rôle du secteur du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale dans l'accompagnement et la réussite des porteurs de projets d'investissement", a-t-on appris des organisateurs. Inaugurée par les autorités locales, cette manifestation a rassemblé des institutions publiques relevant du secteur ainsi que des opérateurs économiques activant dans divers domaines, notamment l'agriculture, l'industrie agro-alimentaire et l'ar-

tisanat, a précisé à l'APS le directeur de l'emploi de la wilaya (DEW), Boumédiène Remli. Organisé au siège de l'Assemblée populaire de wilaya (APW), ce salon a pour objectif de mettre en lumière les facilités et avantages offerts par l'Etat aux jeunes porteurs de projets innovants et aux demandeurs d'emploi, ont souligné les organisateurs.

Il sert aussi de plateforme d'échange d'expériences et de savoir-faire pour les opérateurs économiques, tout en favorisant la conclusion de partenariats, a-t-on ajouté de même source. En marge de la

cérémonie d'ouverture, le chef de l'exécutif local, Mokhtar Benmalek, a mis en avant l'importance de telles initiatives, qui visent à faire connaître le rôle pivot des institutions du secteur du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, ainsi que des structures d'appui et de développement de l'entrepreneuriat, dans l'accompagnement des jeunes promoteurs. Le responsable a également mis l'accent sur la nécessité de simplifier les démarches et de lever les obstacles administratifs pour favoriser l'émergence de projets créateurs de richesses et de postes d'emplois.

NAÂMA. DSA

Aménagement de plus de 100 kilomètres de pistes agricoles

La Direction des services agricoles (DSA) de la wilaya de Naâma a procédé à plusieurs opérations d'ouverture et d'aménagement de 100 km de pistes agricoles, a-t-on appris lundi auprès des services de la wilaya.

Dans le cadre de l'accompagnement de l'Etat des investisseurs bénéficiaires de périmètres agricoles au titre de contrats de concession, des enveloppes financières nécessaires ont été allouées pour répondre à leurs besoins en matière d'ouverture et de réhabilitation de pistes, a-t-on indiqué de même source.

Cette démarche contribuera à faciliter l'exploitation des terres et à encourager les investisseurs, a-t-on souligné, indiquant que quatre lots de

ces projets ont été lancés dans les communes de Mekmen Benamar, Kasdir et Moghrar.

Il s'agit de la réalisation de 16 km de pistes au niveau du nouveau périmètre agricole "Oglet Enâadja" dans la commune de Mekmen Benamar, en plus d'un autre tronçon de 10 km dans la zone de "Rachi-

dia". Des pistes d'une longueur de 34 km sont en cours d'ouverture dans la région de "Oued El Harmel" (commune de Kasdir) en plus de l'achèvement d'une route sur 40 km dans la région de "Tissefsaf" dans la commune de Moghrar, ont précisé les mêmes services.

La même source a indiqué que d'autres opérations seront lancées "ultérieurement", ce qui permettra de faciliter la mobilité des agriculteurs ainsi que les équipes d'interventions de la Conservation des forêts et de la Protection civile en cas d'incendies.

GHARDAÏA. ZONES RECLUÉES

Plus de 1300 consultations effectuées au profit des populations

Pas moins de 1330 consultations médicales ont été effectuées au profit des populations des zones reculées de la wilaya de Ghardaïa dans le cadre d'une caravane médicale, a rapporté lundi le comité local du Croissant-rouge algérien (CRA). La caravane, organisée en coordination avec la direction de la Santé de la wilaya, a ciblé des zones reculées des communes de Metlili, Sebseb, Ghardaïa et Mansoura, a indiqué, à l'APS, le chef du bureau local du Croissant-rouge algérien, Aboune Redouane. Ces consultations gratuites ont été prodiguées par des spécialités en ophtalmologie, ORL, gynécologie obstétrique, cardiologie, orthopédie, pédiatrie et gastroentérologie, en plus de prélèvements pour analyse dans des laboratoires médicaux mobiles, munis d'équipements de pointe, a-t-il ajouté.

ORAN. PRISE EN CHARGE DES FEMMES ENCEINTES ET DES ENFANTS

Le rôle de la sage-femme souligné lors d'une rencontre

Des spécialistes de la santé ont mis en lumière, lundi à Oran, la profession de sage-femme et son rôle dans la prise en charge de la femme enceinte et de l'enfant, avant et après l'accouchement. A l'ouverture d'une rencontre organisée en l'honneur des sages-femmes par la direction locale de la Santé, à l'occasion de leur journée internationale, célébrée le 5 mai sous le slogan "Le rôle de la sage-femme en temps de crise", le directeur de wilaya du secteur, Hadj Betouaf a souligné, dans une allocution, l'importance de la sage-femme dans le système national de santé en matière de santé maternelle et infantile, insistant sur l'impératif "de renforcer et de développer cette profession à travers l'adoption de programmes adaptés de formation continue et d'amélioration des conditions de travail, notamment en matière d'équipements modernes, suivant les standards scientifiques et professionnels". Pour sa part, Dr Faiza Mokrane, cheffe du service population à la DSP a salué "le grand rôle" des sages-femmes qui activent dans les structures sanitaires de la wilaya, et leurs efforts dans le domaine de la protection maternelle et infantile. De son côté, Pr Malika Benbouabdellah, pédiatre consultante auprès de la direction de la Santé, a évoqué le rôle crucial de la sage-femme dans le suivi global des femmes enceintes avant, pendant et après l'accouchement et sa contribution à la sensibilisation des femmes sur les moyens de prévention, l'allaitement maternel et le dépistage précoce des maladies affectant les femmes. Lors de cette rencontre, 84 sages-femmes exerçant dans les établissements de santé publics et privés de la wilaya d'Oran ont été honorées.

BLIDA. HABITAT

Réception de près de 6000 logements avant la fin 2025

Un total de 5756 unités de logement (toutes formules confondues) seront réceptionnées dans la wilaya de Blida avant la fin de l'année en cours (2025), a-t-on appris, lundi, auprès des services de la wilaya. Ces unités de logements, dont la majorité relève des formules de location-vente (AADL) et du logement public locatif (LPL), sont destinées au parachèvement des grandes opérations de distribution lancées depuis la fin de l'année 2023, a-t-on ajouté de même source. Il s'agit notamment de la réception attendue de 2026 LPL, 2000 unités de logements AADL, 1230 logements promotionnels aidés (LPA-2), 50 LPA-1, et 450 logements du programme d'habitat rural, selon la même source. Ces nouveaux projets en cours de réalisation à travers plusieurs sites de la wilaya s'ajouteront aux 20.347 unités distribuées l'année dernière, dont une majorité de la formule location-vente (AADL), soit 13.168 unités réparties entre les communes de Bouàfa, Beni Tamou, Meftah, la nouvelle ville de Bouinane, et le pôle urbain Haoouch Errih, sur les hauteurs de Meftah. A noter la distribution durant l'année 2024, dans le cadre du programme d'éradication de l'habitat précaire à Blida, de 2.894 LPL. Ce qui a permis d'éradiquer plusieurs points noirs et de récupérer d'importantes assiettes foncières qui seront destinées à l'implantation de projets de logement et à la réalisation de nouveaux projets de développement, selon les services de la wilaya.

SPORTS

IL DEVRAIT QUITTER WOLVERHAMPTON
DÈS CET ÉTÉ

Aït Nouri pressenti à Manchester City

Après une saison étincelante sous les couleurs de son club anglais Wolverhampton, le latéral gauche international, Rayan Aït Nouri, est pressenti pour changer d'air dès cet été malgré que son club ait réussi à assurer son maintien en Premier League.

Tout le monde d'ailleurs en Angleterre estime qu'Aït Nouri mérite un club meilleur que Wolverhampton afin d'avoir l'opportunité d'exprimer la plénitude de son talent. À ce propos, des médias anglais pensent que l'ancien angevin constitue une solution efficace au problème du poste d'arrière gauche dans l'effectif de Manchester City. Le joueur de 23 ans dispute actuellement sa quatrième saison consécutive avec Wolverhampton dans les stades anglais, après être arrivé pour la première fois à l'été 2021 en provenance du club français d'Angers.

Manchester City a déjà entamé des démarches pour recruter Rayan Aït-Nouri de Wolverhampton, et il est probable que l'opération soit conclue pour environ 40 millions de livres sterling, selon "One Football". La même source indique que les grandes qualités offensives de Rayan l'ont placé dans le viseur de l'équipe dirigée par Pep Guardiola, où il pourrait représenter la solution au problème chronique du poste d'arrière gauche. De son côté, la plateforme "City Extra" précise que les Sky Blues font face à une véritable difficulté à ce poste depuis le départ de l'Ukrainien Oleksandr Zinchenko vers Arsenal à l'été 2022, et Rayan pourrait bien être la solution attendue. Depuis le départ de Zinchenko,



aucun des arrières gauches utilisés n'a répondu aux attentes de Guardiola, à l'image de Nathan Aké, Joško Gvardiol ou encore Rico Lewis. Sur le plan des statistiques, aucun autre arrière latéral ne comptabilise plus de contributions offensives que Rayan Aït-Nouri en Premier League cette saison 2024-2025. Il totalise 11 contributions : 4 buts et 7 passes décisives. En plus de son rendement offensif impressionnant, Rayan est considéré comme le meilleur arrière de la saison actuelle en termes de dribbles réussis, un atout de taille pour le joueur algérien.

Parmi ses qualités, Rayan se distingue également par sa polyvalence. Il peut jouer comme arrière gauche pur dans un schéma tactique en 4-3-3 (et ses

variantes), mais aussi comme piston gauche dans un 3-5-2. Rayan, qui compte 17 sélections internationales, a atteint la plus haute valeur marchande de sa carrière, estimée actuellement à 35 millions d'euros, ce qui fait de lui le quatrième arrière gauche le plus cher de Premier League.

Seuls Joško Gvardiol (75 M€), Destiny Udogie de Tottenham (45 M€), et Riccardo Calafiori d'Arsenal (40 M€) ont une valeur supérieure à celle de l'international algérien en Angleterre. Son contrat avec Wolverhampton court jusqu'à l'été 2026, mais il est probable qu'il quitte le Molineux Stadium à la fin de la saison actuelle, vu le grand nombre d'offres reçues.

Hakim S.

CONFÉDÉRATION AFRICAINE DE FOOTBALL

Abid Charef candidat pour la commission d'arbitrage

Une rude bataille oppose l'Algérie, l'Egypte et le Maroc autour du siège des arbitres de la région Afrique du Nord au sein de la commission d'arbitrage de la Confédération africaine de football (CAF). La Fédération algérienne de football (FAF) a proposé l'ancien arbitre international Mehdi Abid et actuel président de la commission fédérale d'arbitrage, pour représenter l'Afrique du Nord dans le domaine de l'arbitrage, tandis que la Fédération égyptienne de football a présenté la candidature de son arbitre international Gehad Grisha. De son côté, la Fédération marocaine de football hésite encore entre proposer Redouane Jiyed ou Mohamed El Kazaz.

Une forte concurrence oppose les régions Afrique du Nord et Afrique de l'Ouest pour faire valider leurs candidats au sein de la Commission d'arbitrage de la CAF, surtout après plusieurs plaintes formu-



lées par les arbitres de ces régions concernant des problèmes récents liés aux désignations lors des compétitions. Ces désignations ont été récemment confiées aux régions elles-mêmes, retirant cette responsabilité à l'Ivoirien Doué Noumandiez, directeur du département de l'arbitrage à la CAF. Le Comité exécutif de la CAF devrait trancher sur la composition des différentes commissions y affiliées au cours de sa prochaine réunion,

qui devrait se tenir en marge de la Coupe d'Afrique des Nations féminine prévue au Maroc en juillet prochain.

Lors de sa dernière réunion, il y a quelques semaines, à Accra, la capitale du Ghana, le Comité exécutif a seulement tranché sur trois commissions qui ne sont pas concernées par des événements footballistiques imminents, tandis que la décision sur les autres commissions a été repoussée.

Les commissions officielle-

ment annoncées sont : la Commission des joueurs locaux, la Commission médicale et la Commission technique. Cela s'explique notamment par l'urgence de constituer la Commission des joueurs locaux à l'approche du tournoi qui se déroulera en août prochain au Kenya, en Ouganda et en Tanzanie, ainsi que la nécessité de restructurer la Commission médicale de la CAF, restée sans président depuis la suspension du Tunisien Wadii El-Jari.

Il est à noter que le Comité exécutif a désigné le Gabonais Pierre-Alain Mougengui, troisième vice-président de la CAF, à la tête de la Commission d'organisation du Championnat d'Afrique des joueurs locaux, le Camerounais Samuel Eto'o à la tête de la Commission technique et de développement, et le Mauritanien Mohamed Bouya à la présidence de la Commission médicale.

H. S.

EN ATTENDANT LE NOUVEAU COACH DE L'USMA

Mohamed Lacet promu adjoint

L'USM Alger entame une nouvelle étape de sa saison avec la nomination de Mohamed Lacet au poste d'entraîneur-adjoint. Une décision transitoire en attendant l'arrivée d'un nouveau coach principal, après le départ de Marcos Paqueta et une série de résultats décevants.

Dans un communiqué publié lundi sur sa page officielle Facebook la direction de l'USM Alger a officialisé la nomination de Mohamed Lacet en tant qu'entraîneur-adjoint de l'équipe première. Cette désignation intervient « en attendant de conclure un accord final avec le futur entraîneur principal », précise le club. Cette décision fait suite à la résiliation, à l'amiable, du contrat de l'entraîneur brésilien, Marcos Paqueta, remercié après l'élimination de l'USMA en quarts de finale de la Coupe de la Confédération face au CS Constantine. Une double confrontation soldée par deux scores de parité (1-1 à l'aller et au retour), avant une cruelle défaite aux tirs au but (3-4).

Durant cette période d'interim, la direction avait confié la gestion de l'équipe au directeur technique sportif des jeunes catégories, Sofiane Benkhalifa, pour affronter l'ASO Chlef lors d'un match de mise à jour de la 21e journée, perdu 1-2 au stade du 5-Juillet. L'entraînement de dimanche avait été



conduit par l'entraîneur de la réserve, Rabie Meftah.

UNE MISSION DÉLICATE DANS UNE SAISON MITIGÉE

Mohamed Lacet, âgé de 58 ans, a pris ses fonctions dès lundi, en dirigeant la séance d'entraînement tenue au stade Omar Hamadi. Le technicien possède une solide expérience sur les bancs algériens, notamment à la JS Kabylie, mais aussi avec les sélections nationales U17 et U20.

La mission de Lacet s'annonce délicate, dans un contexte où l'USMA semble distancée dans la course au podium. Les "Rouge et Noir", actuels 6es avec

33 points, accusent dix longueurs de retard sur la JS Kabylie, troisième du championnat. Néanmoins, ils conservent un match en moins à disputer le 23 mai face au MC Alger. Alors que la saison semble compromise en championnat, l'USMA peut encore viser un titre, avec une finale de Coupe d'Algérie à jouer contre le CR Belouizdad. Une victoire dans cette prestigieuse épreuve permettrait au club de sauver son exercice et d'assurer une place en compétition continentale. Dans l'attente d'un nouvel entraîneur, c'est entre les mains de Lacet que l'USMA tente de redresser la barre.

Mohamed Amine Toumrat

EN AMICAL AVANT LE DERBY

CRB et MCA victorieux

A une semaine du choc tant attendu entre le CR Belouizdad et le MC Alger en championnat, les deux formations ont disputé des matchs amicaux face au RC Kouba et le AC Paradou respectivement, lundi dernier, afin d'affiner leurs automatismes. Si le contenu prime sur le résultat dans ce genre d'opposition, les deux clubs ont tout de même remporté leurs rencontres respectives sur le même score : 3-2.

Le CR Belouizdad a croisé le fer avec le RC Kouba, pensionnaire de la Ligue 2 ama-

teur, lundi après-midi, sur le terrain annexe du stade Nelson-Mandela. Le Chabab s'est imposé 3-2 au terme d'un match ouvert, où les entraîneurs ont pu effectuer une large revue d'effectif. Les buteurs belouizdadis se nomment Boussouf, Chaïbi et Hamroune, preuve d'un potentiel offensif bien réparti, malgré plusieurs absences. Dans le même temps, le MC Alger a lui aussi poursuivi sa préparation avec une opposition face au Paradou AC, formation de Ligue 1 réputée pour sa qualité technique.

Ce match, disputé à huis clos au centre d'entraînement Baba Hamoud à Zéralda, a tourné en faveur du Doyen, vainqueur 3-2. Les réalisations moulou-déennes ont été signées Naidji sur coup franc direct, Messoussa et Menezla, trois joueurs en quête de confiance avant le rendez-vous capital de lundi prochain.

DES ABSENCES LIÉES À L'ÉQUIPE NATIONALE A' Il convient de noter que les deux équipes ont été privées de plusieurs éléments retenus en sélection nationale A',

dans le cadre des préparatifs du match contre la Gambie, comptant pour les barrages retour du CHAN-2025. Cette situation a obligé les staffs techniques à composer avec des groupes remaniés, tout en offrant du temps de jeu à certains jeunes ou éléments en manque de rythme.

Au-delà du score, ces joutes amicales ont permis aux deux formations de peaufiner leur schéma tactique, de tester certaines variantes, et d'observer la forme individuelle de leurs joueurs. La gestion de l'effort, l'intensité

des duels, ou encore les automatismes en phase de transition ont été les principales priorités. Ces résultats positifs, bien que symboliques, permettent aux deux clubs de maintenir une dynamique compétitive. À l'approche du derby du 12 mai au stade Nelson-Mandela, chaque détail compte. Ces matchs de préparation pourraient peser dans la balance, tant au niveau de la confiance que de la cohésion collective.

M. A. T.

LIGUE 1 MOBILIS

La LFP dévoile le programme de la 25^e journée

La Ligue de football professionnel (LFP), a dévoilé lundi le programme de la 25e journée du championnat de Ligue 1 Mobilis de football, prévue les 10, 11, et 12 mai, dans un communiqué publié sur son site officiel. Le derby algérois entre le CR Belouizdad, dauphin du classement, et le leader le MC Alger, se jouera le lundi 12 mai au stade Nelson-Mandela de Baraki à 17h00. Cette rencontre est programmée à huis clos en raison de la sanction infligée au club de Laâquiba. L'autre match programmé à huis clos lors de cette journée, se jouera le samedi 10 mai entre l'USM Khenchela et le MC Oran, au stade Hammam Amar à 16h00. L'affiche entre l'USM Alger et le CS Constantine, est programmée quant à elle, le dimanche 11 mai au stade olympique du 5-Juillet d'Alger à 19h00. Au terme de la 24e journée, le MCA occupe le poste de leader avec 45 points, à deux longueurs de ses deux poursuivants directs : le CR Belouizdad et la JS Kabylie, qui comptent 43 points chacun.

Voici par ailleurs le programme de la 25e journée :

Samedi, 10 mai 2025 :
USM Khenchela - MC Oran 16h00 Huis clos
NC Magra - ASO Chlef 16h00
JS Saoura - ES Mostaganem 18h00

Dimanche, 11 mai 2025 :
ES Sétif - Olympique Akbou 17h00
USM Alger - CS Constantine 19h00

Lundi, 12 mai 2025 :
CR Belouizdad - MC Alger 17h00 Huis clos
MC El-Bayadh - JS Kabylie 17h00
US Biskra - Paradou AC 18h00.

COUPE ARABE FIFA-2025

Le tirage au sort fixé au 24 mai

Le tirage au sort de la deuxième édition de la Coupe Arabe "FIFA-Qatar-2025" (1er au 18 décembre) aura lieu le 24 mai courant à Doha, a indiqué la Fédération internationale de football (Fifa). Parallèlement au tirage au sort de la Coupe arabe, il sera procédé également à celui de la phase finale de la Coupe du monde U17 qui aura lieu également au Qatar avec la participation de 48 nations dont la Tunisie. Vainqueur de la première édition de la Coupe arabe de la Fifa 2021, l'Algérie a été invitée par la Fédération internationale (FIFA) pour défendre son titre.

Lors de la première édition de la Coupe arabe de la Fifa disputée en 2021 à Doha, l'Algérie avait remporté le tournoi, en dominant son homologue tunisienne (2-0, après prolongation), grâce à deux réalisations signées Sayoud (99e) et Brahimi (120e+5). Pour rappel, en prévision de la prochaine édition de la Coupe arabe des Nations Fifa-Qatar 2025, la Fédération algérienne de football avait nommé, en décembre 2024, l'ancien international, Madjid Bougherra, pour préparer une sélection nationale compétitive pour défendre son trophée.

M. A. T.

LIGUE 2 AMATEUR

Duel à huis clos entre l'USMH et le MRB

À deux journées de la fin du championnat, la tension monte d'un cran en Ligue 2 amateur, groupe Centre-Est. Deux rencontres capitales pour l'accension se joueront sans public vendredi prochain. Une décision stratégique de la LNFA pour préserver l'équité et la sécurité dans une course à la montée plus serrée que jamais.

La Ligue nationale de football amateur (LNFA) a annoncé lundi que les matchs AS Khroub - MB Rouissat et HB Chelghoum Laid - USM El-Harrach, comptant pour la 29e journée du championnat, se joueront à huis clos. Ces deux affiches décisives sont programmées pour le vendredi 9 mai à 16h00, respectivement au stade Abed Hamdani du Khroub et au stade 11 décembre de Chelghoum Laid. Cette décision intervient dans un contexte de forte pression sportive, alors que le MB Rouissat et l'USM El-Harrach se disputent la première place synonyme d'accension directe.

En effet, à deux journées de l'épilogue, le MBR occupe la tête du classement avec 65 points, juste devant l'USMH qui en compte 64. Un seul point sépare les deux formations, rendant



cette avant-dernière journée déterminante. Le MB Rouissat a repris le fauteuil de leader ce week-end après une précieuse victoire à domicile contre l'USMH (1-0), lors d'un match en retard de la 21e journée. Cette rencontre s'était également jouée sans la présence du public, une mesure de sécurité déjà anticipée. Ce succès a permis aux hommes d'Abdelkader Zemouri de repasser devant leur concurrent direct, redonnant un souffle nouveau à leurs ambitions.

Au Khroub, le leader devra faire face à une équipe locale qui n'a rien à perdre, tandis que l'USMH devra aller chercher les trois points à Chelghoum Laid pour espérer repasser devant. Le MB Rouissat a repris le fauteuil de leader ce week-end après une précieuse victoire à domicile contre l'USMH (1-0), lors d'un match en retard de la 21e journée. Cette rencontre s'était également jouée sans la présence du public, une mesure de sécurité déjà anticipée. Ce succès a permis aux hommes d'Abdelkader Zemouri de repasser devant leur concurrent direct, redonnant un souffle nouveau à leurs ambitions.

DéTECTION DANS LES RÉGIONS CENTRE ET SUD

Dernier stage de la sélection nationale U17

C'est une nouvelle étape cruciale dans le processus de reconstruction de la sélection nationale U17. Après les regroupements à Sétif et Oran, c'est au tour des jeunes talents du Centre et du Sud du pays d'intégrer le stage de présélection encadré par le nouvel entraîneur, Amine Ghimouz. L'objectif est clair : bâtir une équipe compétitive pour les prochaines échéances internationales.

La sélection nationale des moins de 17 ans poursuit son processus de reconstruction entamé il y a quelques semaines. Dans cette dynamique, un troisième et dernier stage de présélection a démarré au Centre de regroupement et de préparation de l'élite sportive de Fouka, dans la wilaya de Tipasa. Cette fois, le staff technique a porté son attention sur les ligues régionales d'Alger, Blida et Ouargla, représentant les régions Centre et Sud du pays.

Ce regroupement s'inscrit dans une stratégie de relance, voulue par la Fédération algérienne de football (FAF), après les deux premiers stages organisés à Sétif pour la région Est et à Oran pour la région Ouest. L'idée est de couvrir l'ensemble du territoire national pour élargir la base de détection des jeunes talents. Ce maillage territorial permet à la DTN (Direction

technique nationale) de disposer d'un vivier plus riche et plus diversifié, à même de nourrir les futures sélections nationales. Placée sous la houlette d'Amine Ghimouz, fraîchement nommé à la tête des U17, cette étape regroupe une trentaine de joueurs présélectionnés pour leurs performances dans les compétitions régionales. Selon les indications de la FAF publiées sur son site officiel, ce stage est le dernier avant l'établissement de la liste finale des joueurs retenus en vue de constituer l'ossature de l'équipe nationale U17.

L'OBJECTIF : UNE ÉQUIPE COMPÉTITIVE

Une rencontre d'application a été programmée pour lundi après-midi au stade de Koléa. Elle permettra au staff d'évaluer le comportement des joueurs dans une situation de jeu réelle. Cette évaluation s'ajoute aux multiples séances d'entraînement prévues tout au long de ce stage, qui prendra fin le 8 mai. L'objectif principal reste la constitution d'un groupe compétitif pour les prochaines compétitions continentales et internationales, notamment les éliminatoires de la CAN U17 et les Jeux africains. Dans cette optique, le travail de présélection est crucial car il représente la première pierre de l'édifice

que souhaite bâtir la FAF. Au-delà de l'enjeu sportif, cette opération de détection s'inscrit dans une démarche plus large de promotion du football de jeunes en Algérie. La FAF semble vouloir tirer les leçons du passé, notamment des dernières campagnes continentales décevantes, pour repartir sur de nouvelles bases, avec une génération mieux formée, mieux encadrée et plus suivie.

Le rideau tombera sur la phase de présélection ce 8 mai à Fouka, mais la vraie compétition pour une place en sélection ne fait que commencer.

M. A. T.

JEUX SCOLAIRES AFRICAINS 2025

La sélection algérienne de boxe en stage de préparation à Chlef

La jeune sélection nationale de boxe, à 24 heures de la clôture de son stage bloqué au Centre de Regroupement Régional des Elites Sportives à Chlef, a dressé "un bilan positif de sa préparation", en prévision des Jeux Scolaires Africains de 2025, prévus du 26 juillet au 5 août en Algérie, a indiqué la Fédération algérienne de boxe (FAB) sur son site officiel. Ce stage, dirigé par l'entraîneur Réda Iboud avec l'aide des assistants Yacine Loubar et Nour-Eddine Medjhouh, avait débuté le 1er mai courant et s'achèvera ce mercredi, 7 mai. Il s'agit du deuxième stage de préparation pour les seize jeunes pugilistes algériens, qui relèvent tous de la catégorie des cadets et qui espèrent obtenir de bons résultats lors de ces Jeux Scolaires Africains. Les villes de Skikda, Annaba, Sétif et Constantine se préparent à accueillir un événement sportif d'envergure continentale, sous l'égide de l'Association des Comités Nationaux Olympiques d'Afrique (ACNOA) et en collaboration avec la Fédération Internationale du Sport Scolaire, avec la participation de jeunes athlètes âgés de 14 à 17 ans venus de toute l'Afrique. Le programme des Jeux Scolaires Africains – Alger 2025 comprendra 24 disciplines variées, allant de l'athlétisme à la natation, en passant par le judo, le taekwondo, le skateboard, le beach-volley, ou encore le basketball 3x3 et le football.

FORMATION DES PRÉPARETEURS

PHYSIQUES

Le 5^e et dernier module programmé du 17 au 20 mai

Le cinquième module du stage de formation destiné aux préparateurs physiques (deuxième et dernier groupe) aura lieu du 17 au 20 mai, a indiqué l'instance fédérale (FAF) sur son site officiel. Ce stage s'inscrit dans le cadre du programme fédéral de formation dédié aux préparateurs physiques, lequel comprend une série de conférences théoriques et d'ateliers pratiques, encadrés par des docteurs spécialisés, précise la même source. Les stagiaires devront présenter des travaux à la fois théoriques et pratiques tout au long de cette formation, dont l'objectif est de permettre aux participants d'approfondir leurs connaissances en préparation physique.

CHAMPIONNAT NATIONAL DES CADETS

DE JUDO

Report de la compétition à une date ultérieure en raison des examens scolaires

La Fédération algérienne de judo a annoncé lundi le report à une date ultérieure du Championnat National des Cadets (Garçons et Filles), initialement prévu du 13 au 16 mai à Mostaganem, et ce, pour éviter un chevauchement avec les examens scolaires du troisième trimestre, prévus exactement à la même période. "Constatant que les examens du troisième trimestre de l'année scolaire 2024-2025 coïncident avec le Championnat National des Cadets, la Fédération algérienne de judo informe les clubs et les différentes Ligues de Wilayas qu'elle a décidé de reporter cette compétition à une date ultérieure, et ce, dans un souci de défendre les intérêts de nos jeunes athlètes, aussi bien sur le plan sportif que scolaire", a indiqué l'instance fédérale dans un bref communiqué, diffusé lundi sur ses réseaux sociaux. La première programmation, fixée par la Fédération entre les 13 et 16 mai courant à Mostaganem, ne se chevauchait pas avec les examens scolaires du troisième trimestre, mais avec les changements opérés dernièrement par le ministère de l'Éducation Nationale, l'instance fédérale a décidé de reporter la compétition à une date ultérieure. "La nouvelle date à laquelle se déroulera ce Championnat National des Cadets n'a pas encore été fixée. Les clubs et les Ligues de Wilayas en seront informés dès que ce sera le cas" a-t-on ajouté de même source.

KARATÉ-DO

Championnat d'Algérie benjamins et minimes vendredi et samedi prochains à Nâama

Le championnat d'Algérie de karaté-do en kata individuel et par équipes des catégories benjamins et minimes (filles et garçons) aura lieu, vendredi et samedi prochains à la salle omnisports de Nâama, a-t-on appris, mardi, des organisateurs. Cette manifestation sportive de deux jours, organisée par la ligue de wilaya de Nâama en collaboration avec la Fédération algérienne de karaté-do et la direction de la Jeunesse et des Sports, coïncidant avec la célébration de la Journée nationale de la mémoire et en commémoration des massacres du 8 mai 1945, verra la participation de plus 350 jeunes karatékas filles et garçons représentant 35 ligues de wilaya du pays. La première journée, vendredi, sera consacrée aux épreuves éliminatoires et finales des benjamins en kata individuels et par équipes dans différentes catégories de poids en filles et garçons, alors que la journée du samedi sera consacrée aux épreuves des minimes en kata individuels et par équipes.

BRÉSIL

Énorme coup de pression à Carlo Ancelotti !

Parti pour rejoindre le Brésil après la fin de son aventure avec le Real Madrid, Carlo Ancelotti est encore sous la pression de la Fédération brésilienne qui le force à accélérer sa décision.

Depuis plusieurs semaines, l'avenir de Carlo Ancelotti fait les choux gras de la presse espagnole. Pour sa sixième saison sur le banc du Real Madrid, le coach italien n'a pas su trouver les ressources pour éviter la désillusion globale des Merengues. Bien embarqués dans la course au titre en Liga il y a quelques mois, ces derniers ont finalement vu leur avance sur le Barça fondre comme neige au soleil. Ainsi, alors que le Clasico de ce week-end s'annonce brûlant, les Madrilènes n'ont pas d'autres choix de l'emporter en Catalogne pour relancer le suspense et revenir à un petit point du rival catalan.

Dans tous les cas, l'avenir de Carlo Ancelotti avec la Maison Blanche semble entériné. Menant le Real Madrid à son quinzième sacre en Ligue des Champions il y a un an, le coach italien va payer pour son incapacité à trouver une harmonie tactique dans son groupe avec l'arrivée de Kylian Mbappé et le départ à la retraite d'un Toni Kroos.

Sous la pression médiatique et d'une partie du public qui souhaite son départ pour la signature d'un jeune coach avec des idées novatrices comme Xabi Alonso, Florentino Pérez a cédé et le départ de Carlo Ancelotti pourrait être officialisé après le Clasico de ce week-end d'après plusieurs sources. Dès lors, son avenir paraît déjà tracé et l'ancien entraîneur du PSG est fortement pressenti pour prendre les rênes du Brésil. Depuis des mois, la Fédération brésilienne de foot-



ball force pour convaincre Carletto de redresser la Seleção. Mais alors que ce dernier hésitait encore il y a quelques jours, la fumée blanche serait proche de se dissiper dans le ciel brésilien et Ancelotti devrait être le futur sélectionneur des coéquipiers de Vinícius Júnior selon plusieurs sources concordantes.

LE BRÉSIL VEUT ANNONCER SON NOUVEL ENTRAÎNEUR DANS UNE SEMAINE

Pour autant, la CBF ne veut pas attendre trop longtemps. Dans une interview accordée au média Sport TV, Rodrigo Caetano, directeur des équipes nationales brésiliennes, a expliqué qu'il souhaitait une réponse d'ici la semaine prochaine pour le poste de sélection-

neur : «Nous tenons constamment des réunions internes à la CBF. Ednaldo et moi essayons de choisir le nouvel entraîneur le plus rapidement possible. Il s'agit de négociations secrètes. Il nous est pratiquement impossible d'évoquer des probabilités.

Nous savons que le choix du sélectionneur de l'équipe nationale brésilienne est une affaire nationale d'une extrême responsabilité, mais nous avons l'intention de le finaliser d'ici la semaine prochaine au plus tard.»

Après avoir remercié Dorival Junior en mars dernier, le Brésil veut donc repartir sur des bases saines, et ce, le plus rapidement possible. Pour ce faire, le Brésil attend Carlo Ancelotti mais sa patience a donc des limites !

MANCHESTER UNITED

Des discussions avec l'entourage de Victor Osimhen !

Alors qu'il affole les compteurs avec le Galatasaray, Victor Osimhen ne sait pas de quoi son avenir sera fait. S'il paraît aujourd'hui peu probable qu'il reste en Turquie, l'attaquant nigérian plaît beaucoup en Premier League. Cela tombe bien, Manchester United songe très sérieusement à lui pour la saison prochaine et a discuté avec son entourage.

Parti en toute fin de mercato à la surprise générale pour la Turquie, Victor Osimhen n'a pas mis de temps à faire parler son sens du but. Avec 33 buts et 8 passes décisives en 37 matches toutes compétitions confondues avec le club stambouliote, l'ancien Lillois est rapidement devenu une idole sur les rives du Bosphore. Pour autant, il ne s'agit que d'un prêt sec et le natif de Lagos appartient toujours au Napoli. L'actuel leader et probable futur champion de Turquie ne devrait pas avoir les moyens de conserver l'attaquant international nigérian qui dispose de deux destinations privilégiées à savoir l'Arabie saoudite et la Premier League. L'été dernier, Al Hilal avait proposé 50 M€ pour recruter Osimhen qui avait finalement rejoint la Turquie. Cette fois-ci c'est Neom qui est intéressé.

VICTOR OSIMHEN FAIT PARTIE D'UNE SHORT LIST DE 4 NOMS

Mais de son côté, le joueur de 26 ans est bien tenté par la Premier League. À dire vrai, c'est le seul championnat capable de prendre en charge l'incroyable salaire demandé par le joueur, à savoir 12 M€ par an. Et à ce petit jeu là, c'est Manchester United qui pourrait bien rafler la mise. Mécontent de son attaque, le Board des Red Devils a fixé une short list de 4 noms pour son futur numéro 9. Si Victor Gyokeres apparaît comme la priorité de MU surtout en cas de qualification pour la Ligue des Champions (via la Ligue Europa), Liam Delap (Everton) est suivi mais c'est surtout Victor Osimhen qui reste une solide alternative. L'ancien chouchou du Napoli est d'ailleurs très intéressé à l'idée d'évoluer à Old Trafford. Preuve de l'intérêt concret du demi-finaliste de la Ligue Europa pour l'actuel meilleur buteur de Super Lig, la réunion qui a eu lieu ces dernières heures entre l'entourage de l'attaquant nigérian et Manchester United. Pour rappel, il faudra sans doute déboursier plus de 75 M€ bonus compris pour arracher Osimhen au Napoli.

BAYERN MUNICH

Ce qu'a changé Vincent Kompany

Pas le candidat favori pour devenir coach du Bayern Munich l'été dernier, Vincent Kompany arrivait en Bavière avec beaucoup de pression. Arrivé après une relégation avec Burnley, le coach belge devait permettre au Rekordmeister de récupérer le titre après le sacre du Bayer Leverkusen l'été dernier. Un pari finalement réussi et qui promet pour l'avenir.

La saison dernière, le Bayern Munich a vécu un véritable cataclysme en vivant sa première saison blanche depuis l'exercice 2011/2012. Sorti en Coupe d'Allemagne par Sarrebruck qui évoluait en D3 allemande (2-1), le Rekordmeister qui était alors coaché par Thomas Tuchel avait surtout terminé troisième de Bundesliga à 18 points du Bayer Leverkusen qui avait alors mis fin à 11 ans d'hégémonie des Bavarois. Même la demi-finale de Ligue des Champions ne permettait pas de se consoler d'un exercice raté dans ses grandes largeurs. Pour le remplacer, le Bayern Munich a multiplié les pistes comme Xabi Alonso, Sebastian Hoeneß, Roberto De Zerbi, Ralf Rangnick et Julian Nagelsmann. Finalement, aucune n'a abouti et les Bavarois ont alors jeté leur dévolu sur Vincent Kompany. Le coach belge restait alors sur une promotion en Premier League avec Burnley suivie d'une relégation immédiate des Claret

en Championship. Peu expérimenté, l'ancien coach d'Anderlecht et défenseur de Manchester City était alors attendu au tournant.

Une décision qui a été largement commentée et qui a fait naître une vague de scepticisme. «Au club, nous sommes tous d'accord sur le fait que Vincent Kompany est le bon entraîneur pour le FC Bayern et nous sommes impatients de travailler avec lui. Max Eberl et Christoph Freund n'ont jamais abandonné et ont travaillé méticuleusement pour trouver un entraîneur qui puisse mener le FC Bayern au succès et le développer avec de nouvelles idées. Vincent Kompany représente exactement l'unité et l'esprit d'équipe dont nous avons besoin», lâchait le directeur général du Bayern Munich Jan-Christian Dreesen afin de se montrer rassurant. Pour l'aider dans sa mission, les Bavarois lui ont offert les moyens avec 149 millions d'euros déboursés pour Michael Olise (Crystal Palace), João Palhinha (Fulham), Hiroki Ito (VfB Stuttgart) cet été ainsi que Jonas Urbig (FC Cologne) à l'hiver. Le tout en ne perdant personne mis à part le duo mancenien constitué de Matthijs de Ligt et Noussair Mazraoui. Trouvant une alchimie assez rapide en installant un 4-2-3-1 redoutable et en parvenant à tirer le maximum de son effectif. Très vite, Vincent

Kompany avait exposé ses ambitions, redevenir la référence nationale et écraser le championnat : «si vous jouez contre le Bayern, cela doit représenter une mission presque impossible. Je ne dis pas que cela va arriver immédiatement, je ne dis pas que c'est là où nous en sommes en ce moment, mais quand j'ai joué contre les meilleures équipes du Bayern, elles pouvaient vous donner ce sentiment.

L'AVENIR S'ANNONCE BRILLANT POUR KOMPANY ET LE BAYERN MUNICH

Ce n'est pas le cas chaque année, mais certaines équipes vous ont donné ce sentiment, et c'est ce dont vous vous souvenez. Pour nous, l'objectif est de revenir aussi rapidement que possible pour donner ce sentiment à de nombreux adversaires.» Si tout n'a pas été parfait en Bundesliga, le Bayern Munich s'est emparé de la tête du championnat à la 3e journée pour ne jamais lâcher. Le tout en disposant de la meilleure attaque (93 buts inscrits) et de la meilleure défense du championnat (32 buts concédés). Une domination totale sur le championnat qui a permis de reléguer le Bayer Leverkusen (2e) à 8 points et surtout l'Eintracht Francfort (3e) à 20 unités.

Un sentiment de réussite qui n'est toutefois pas total. Sorti par

le Bayer Leverkusen (1-0) en huitième de finale de la Coupe d'Allemagne, le Bayern Munich a déçu en Ligue des Champions avec des revers en phase de poules contre Aston Villa (1-0), le FC Barcelone (4-1) et le Feyenoord (3-0) mais aussi une qualification difficile en barrages contre le Celtic Glasgow (2-1/1-1).

Sortant le Bayer Leverkusen en huitième de finale, le Bayern Munich est sorti sur une bonne note contre l'Inter Milan (2-1/2-2) mais aurait pu faire bien mieux d'autant que la finale de la compétition aura lieu à l'Allianz Arena. Certains autres problèmes sont à noter, à l'image de certaines recrues.

Si Michael Olise a pris une autre dimension et que le jeune Jonas Urbig est solide dans les buts bavarois, Hiroki Ito et surtout Joao Palhinha ont déçu en passant beaucoup de temps à l'infirmerie. La gestion des jeunes a aussi posé problème puisque Aleksandar Pavlovic a été peu utilisé même s'il a connu des pépinières physiques. Devant, Mathys Tel a lui été contraint au départ cet hiver en direction de Tottenham. Les autres n'ont pas vraiment eu leur chance dans l'équipe. Pour autant malgré quelques points noirs, l'optimisme est de partie.

Alors que l'ambiance était morose dans le vestiaire et que certains joueurs comme Joshua

Kimmich et Alphonso Davies étaient en fin de contrat, ils ont su relever la tête cette saison avant de prolonger.

Amené à partir à l'issue de la saison, Thomas Müller a même affirmé qu'il n'a jamais vu un groupe aussi soudé au site de la Bundesliga : «cette image complètement harmonieuse que nous avons vue à nouveau cette saison, cette unité entre l'entraîneur, l'équipe et le club, je n'ai jamais vu cela. Même à l'époque des six titres de Hansi Flick, cela ne ressemblait pas à ça. Nous avons eu beaucoup de succès avec Hansi Flick, mais il y avait aussi des frictions entre l'entraîneur et la direction du club.»

Redonner un dynamisme au groupe, la principale réussite de Vincent Kompany après un an et demi de tensions avec Thomas Tuchel. «J'ai le sentiment que nous sommes sur la bonne voie, même en regardant l'équipe. L'entente dans le vestiaire est vraiment bonne. Il pourrait y avoir des choses à faire» a confié de son côté Joshua Kimmich.

Et cela pourrait être le début d'une grande histoire entre le coach belge et le Bayern Munich. Le club allemand essaye de recruter Florian Wirtz afin d'accompagner le trio Musiala-Olise-Kane qui a pleinement participé à cet exercice réussi. Vincent Kompany devra maintenant confirmer.

LORS DE LA 3^E EDITION DE LA MOBILITÉ ÉLECTRIQUE AU KENYA

Les visiteurs « impressionnés » par les voitures électriques chinoises

La troisième édition de la conférence et exposition annuelle des parties prenantes de la mobilité électrique s'est clôturée hier, à Nairobi, la capitale du Kenya, ou durant deux jours, les véhicules électriques (VE) chinois ont attiré une attention particulière de la part des participants.

Le responsable marketing chez Moja EV, Josephine Wanjia, a déclaré aux médias locaux et à l'agence de presse Xinhua que les visiteurs ont été durant deux jours « particulièrement impressionnés par le confort, les performances et la technologie des modèles de véhicules électriques chinois », qui sont vendus, a-t-il poursuivi, « à des prix adaptés au marché local ». Lawrence Maringa, un passionné de voitures de 41 ans, a déclaré lundi à Xinhua qu'il avait vu des véhicules électriques à la télévision, mais qu'il n'avait jamais été assis ou monté à bord de modes de transport écologiques auparavant. « Les modèles chinois semblent très avancés, et je suis surpris de voir à quel point ils sont spacieux et silencieux », a déclaré Maringa en admirant la marque automobile chinoise Neta, distribuée par Moja EV Kenya, un concessionnaire automobile. Le responsable Wanjia a noté que l'augmentation des prix du carburant et la sensibilisation à l'environnement poussent davantage de Kenyans à envisager des options de véhicules électriques. Cet événement de deux jours a réuni plus de 200 parties prenantes issues du gouvernement,



d'agences de développement et d'innovateurs du secteur privé pour explorer les opportunités de développement des véhicules électriques, des infrastructures de recharge et des cadres politiques.

HEZBON MOSE : «LES VÉHICULES ÉLECTRIQUES CHINOIS CONTRIBUENT À COMBLER LE FOSSÉ ENTRE L'INNOVATION ET L'ACCESSIBILITÉ SUR LE MARCHÉ ÉMERGENT DES VÉHICULES ÉLECTRIQUES EN AFRIQUE »

Terry Nderitu, directeur commercial chez e-PureRides, une société qui importe la marque automobile chinoise Dongfeng, a déclaré que de nombreux visiteurs, notamment des opérateurs de moto-taxis, des gestionnaires de flottes et des citoyens, sont venus à l'exposition à la recherche de solutions pratiques aux besoins de transport quotidiens. Nderitu a noté que les véhicules électriques chinois représentent non seulement une innovation mais aussi une accessibilité, et constituent une étape pratique vers une mobilité durable. Samuel Odindo, chauffeur de VTC, a déclaré qu'il envisageait de passer à un véhicule électrique en raison de ses coûts d'exploitation inférieurs. Winnie Njenga, directrice des ventes chez Loxea Kenya, un concessionnaire

automobile qui distribue la marque de véhicules chinoise BYD, a noté que pour de nombreux visiteurs de l'exposition, c'était leur première interaction directe avec les véhicules électriques. Njenga a révélé que les marques chinoises se distinguent non seulement par leur esthétique moderne, mais aussi par leur prix abordable, leur adéquation aux conditions locales et leur capacité à réduire les émissions de gaz à effet de serre. Hezbon Mose, président de l'Association de mobilité électrique du Kenya, a déclaré que les véhicules électriques chinois contribuent à combler le fossé entre l'innovation et l'accessibilité sur le marché émergent des véhicules électriques en Afrique. Brian Waema, responsable des ventes et de l'information chez Autopax, qui importe la moto électrique de la marque chinoise TailG, a noté que les clients potentiels sont toujours étonnés du silence et de la puissance des motos électriques. Claire Njoki, avocate, reste optimiste quant au fait que les voitures électriques deviendront courantes sur les routes kenyanes, compte tenu de la vitesse à laquelle les fabricants chinois de véhicules électriques conçoivent des automobiles en termes de fiabilité, de pièces de rechange et de service après-vente.

R. I.

RETRAIT DES SOLDATS SUD-AFRICAINS DE RDC

L'opération sera achevée d'ici fin mai

Les troupes sud-africaines qui se retirent du conflit dans l'est de la République démocratique du Congo ont commencé à se rassembler en Tanzanie et la plupart devraient rentrer dans leur pays d'ici la fin de ce mois, a déclaré le chef d'état-major de l'armée. Le retrait progressif qui a débuté le 29 avril prévoit que les troupes quittent la RDC via le Rwanda par voie terrestre avant d'entrer en Tanzanie d'où elles rentreront par voie maritime et aérienne, a indiqué le général Rudzani Maphwanya. Elles font partie de la SAMIRDC, la force de la mission régionale de la

SADC (Communauté de développement d'Afrique australe) qui s'est déployée dans l'est de la RDC en décembre 2023 alors que le groupe armé M23 refaisait surface, contrôlant désormais de vastes territoires dans cette région riche en minerais. Treize camions transportant 57 membres de la mission SAMIDRC se sont déjà regroupés à un point de rassemblement en Tanzanie, a déclaré le général Maphwanya aux journalistes. Le prochain groupe devait être retiré la semaine prochaine, a-t-il précisé. "Le déplacement de la Tanzanie (vers l'Afrique du Sud) se fera par voie aérienne

pour le personnel et par voie maritime pour le matériel", a-t-il ajouté. Il est "prévu que la plupart du personnel soit presque entièrement de retour en Afrique du Sud d'ici fin mai 2025, à l'exception de ceux qui doivent superviser l'acheminement maritime d'une partie des équipements". La SADC a décidé de mettre fin à sa mission SAMIDRC à la mi-mars, après que 17 de ses soldats - dont la majorité sud-africains - ont été tués lors d'offensives du M23 en janvier. Le groupe a confirmé la semaine dernière le début du retrait, mais n'a donné aucun détail.

R. I.

SOUDAN

Des frappes de drones ciblent des sites stratégiques à Port-Soudan

Des attaques de drones ont frappé hier, des sites stratégiques à Port-Soudan, une ville portuaire sur la mer Rouge dans l'est du Soudan, notamment un aéroport international, un hôtel près du palais présidentiel temporaire et un port d'exportation de pétrole, selon des témoins oculaires.

R. I.

LUTTE ARMÉE DE LIBÉRATION SAHRAOUIE

Intenses bombardements contre les forces d'occupation marocaines à Amgala

L'Armée populaire de libération sahraouie (APLS) a ciblé, par d'intenses bombardements, cinq (5) positions des forces d'occupation marocaine dans le secteur d'Amgala, indique un communiqué de la Direction centrale du commissariat politique de l'APLS. Des unités avancées de l'Armée sahraouie "ont ciblé, dimanche, par d'intenses bombardements, cinq (5) sites relevant de l'armée d'occupation marocaine dans le secteur d'Amgala", a précisé lundi le communiqué rapporté par l'Agence de presse sahraouie (SPS). Un commandement de bataillon dans la région d'Aglib Laich, et une base de l'Armée marocaine dans la région d'Emegli Azeglem ont également été bombardés. Aussi, une base militaire marocaine dans la région d'Emegli Lagouira a été ciblée par un double bombardement. Les unités de l'Armée sahraouie ont en outre ciblé une base relevant de l'Armée d'occupation marocaine dans la région d'Emegli Leftig en sus de ses retranchements à Oued Ouerk. Les attaques de l'Armée sahraouie "se poursuivent contre les bases des forces d'occupation marocaines, le long du mur de la honte, leur infligeant de lourdes pertes", lit-on dans le communiqué.

R. I.

AU LARGE DE LA LIBYE

SOS Méditerranée annonce avoir porté secours à 108 personnes

L'Ocean Viking, navire ambulance affrété par SOS Méditerranée, a secouru dans la nuit de dimanche à lundi 108 personnes, dont un bébé de 11 mois, au large de la Libye, a annoncé lundi l'ONG. "Les personnes étaient à bord de deux embarcations en fibre de verre, toutes deux surchargées", dans la zone de recherche et de sauvetage libyenne, a expliqué l'ONG dans un communiqué. Beaucoup de personnes secourues souffraient d'épuisement et du mal de mer et ont été prise en charge en urgence par l'équipe médicale de l'Ocean Viking, a ajouté l'ONG. En 2024, 2.475 personnes tentant de rejoindre l'Europe ont disparu ou sont décédées en mer Méditerranée, dont la grande majorité en Méditerranée centrale, l'une des routes migratoires les plus mortelles au monde, selon les chiffres de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). Elles sont déjà près de 500 depuis le début de 2025.

R. I.

SÉNÉGAL

Une production de pétrole de 3,8 millions de barils du champ de Sangomar

Le ministère sénégalais de l'Energie, du Pétrole et des Mines a déclaré que le champ pétrolier de Sangomar avait produit et vendu 3,8 millions de barils de pétrole brut depuis son exploitation début 2025. "La production du champ de Sangomar continue d'afficher de bonnes performances avec quatre expéditions (SAN027, SAN028, SAN029 et SAN030), totalisant 3,8 millions de barils, qui ont été enlevées et vendues sur le marché international", a indiqué le ministère dans un communiqué. Les prévisions de production de ce gisement de pétrole et de gaz restent inchangées pour 2025, à environ 30,53 millions de barils, a indiqué le ministère. « Au premier trimestre 2025, un volume total de 548 078 mètres cubes normaux de gaz naturel a été vendu », a-t-il ajouté. Situé à environ 100 km au large de Dakar, la capitale du pays d'Afrique de l'Ouest, le champ de Sangomar est exploité par la société australienne Woodside Energy, qui y a commencé l'extraction de pétrole le 11 juin dernier.

R. I.

DANS LE CADRE D'UNE VASTE CAMPAGNE DE PRIVATISATION EN EGYPTÉ

Le Caire annonce 6 milliards de dollars de ventes d'actifs publics réalisés

L'Egypte a finalisé des accords d'une valeur de 6 milliards de dollars américains dans le cadre de son programme de vente de participations dans des entreprises publiques, a annoncé lundi le gouvernement. L'annonce a été faite suite à une réunion présidée par le Premier ministre Mostafa Madbouly pour examiner l'avancement du programme de vente d'actifs, souvent appelé « programme d'introduction en bourse ». Depuis le début de l'initiative, 21 accords ont été conclus dans 11 secteurs, indique le communiqué, citant un rapport présenté lors de la réunion à laquelle ont participé le gouverneur de la banque centrale et les ministres concernés. L'Égypte a annoncé en février 2023 son intention de coter 32 sociétés publiques égyptiennes à la Bourse égyptienne (EGX) et de les proposer également à des investisseurs stratégiques dans le cadre des efforts visant à stimuler le secteur privé et à sécuriser les devises étrangères. Madbouly a souligné que les objectifs du programme comprennent l'augmentation de la participation du secteur privé dans l'économie, l'attraction de davantage d'investissements, l'élargissement de la base de propriété en bourse et l'aide à l'État pour répondre à ses besoins de financement, selon le communiqué. Il a ajouté que le gouvernement reste déterminé à mettre en œuvre son document de politique de propriété de l'État, qui guide la stratégie visant à réduire l'empreinte de l'État dans certains secteurs économiques au profit du secteur privé.

R. I.

DANS UN CONTEXTE DE TENSION DÉJÀ CROISSANTE

Les troupes indiennes et pakistanaïses échangent des tirs sur la ligne de contrôle du Cachemire

Dans un contexte de tension croissante, les troupes indiennes et pakistanaïses ont échangé des tirs nourris et ciblé leurs positions respectives lundi sur la ligne de contrôle (LoC), a déclaré un responsable de l'armée indienne.

« Dans la nuit du 4 au 5 mai, des postes de l'armée pakistanaïse ont procédé à des tirs d'armes légères non provoqués à travers la Ligne de Contrôle, dans les zones situées en face de Kupwara, Baramulla, Poonch, Rajouri, Mendhar, Naushera, Sunderbani et Akhnoor », a déclaré un responsable de l'armée indienne aux médias locaux. « L'armée indienne a réagi promptement et de manière proportionnée. » Lundi a marqué le 11e jour consécutif de violations du cessez-le-feu sur la LdC volatile, selon la partie indienne. Les tensions entre l'Inde et le Pakistan se sont intensifiées à la suite d'une attaque meurtrière contre des touristes à Pahalgam, dans le Cachemire sous contrôle indien, le 22 avril.

LE SG DE L'ONU ANTONIO GUTERRES : « UNE SOLUTION MILITAIRE N'EST PAS UNE SOLUTION »

Lundi, New Delhi a temporairement coupé le débit d'eau de la rivière Chenab vers le Pakistan, ont rapporté les médias indiens. Le même jour, le Pakistan a effectué avec succès un lancement d'entraînement de son missile sol-sol de la série FATAH d'une portée de 120 km, a indiqué



PH: DR

l'armée dans un communiqué. Le secrétaire général des Nations Unies (ONU) Antonio Guterres, s'adressant, à l'Inde et au Pakistan à propos des tensions entre ces deux pays voisins, leur a déclaré « ne vous y trompez pas : une solution militaire n'est pas une solution », lors d'une conférence de presse lundi. « Les tensions entre l'Inde et le Pakistan sont à leur plus haut niveau depuis des années », a déclaré le chef de l'ONU. « Et c'est pourquoi cela me fait mal de voir les relations atteindre un point d'ébullition », a-t-il ajouté. Guterres a une fois de plus fermement condamné l'attentat terroriste de Pahalgam du 22 avril et a présenté ses condoléances aux familles des victimes. « Cibler des civils est inacceptable – et les responsables doivent être traduits en justice par des moyens crédibles et légaux », a-t-il déclaré. Le chef de l'ONU a souligné qu'il était essentiel, « surtout à

cette heure critique, d'éviter une confrontation militaire qui pourrait facilement échapper à tout contrôle », et que « le moment est venu de faire preuve d'une retenue maximale et de s'éloigner du bord du gouffre ». « C'est le message que j'ai transmis dans le cadre de mes échanges continus avec les deux pays », a déclaré M. Guterres.

Le secrétaire général de l'ONU a une fois de plus offert ses bons offices à l'Inde et au Pakistan au service de la paix. « Les Nations Unies sont prêtes à soutenir toute initiative favorisant la désescalade, la diplomatie et un engagement renouvelé en faveur de la paix », a-t-il déclaré.

Les tensions entre l'Inde et le Pakistan se sont intensifiées à la suite d'une attaque meurtrière contre des touristes à Pahalgam, dans le Cachemire sous contrôle indien, le 22 avril dernier.

APRÈS LE MEURTRE DE 13 EMPLOYÉS D'UNE MINE AU PÉROU

Le gouvernement annonce des mesures d'urgence

La présidente péruvienne Dina Boluarte a annoncé, lundi, une série de mesures d'urgence dans la province de Pataz, dans le nord du Pérou, après la découverte la veille des corps de treize employés d'une compagnie minière qui avaient été enlevés. Moteur économique du Pérou, l'exploitation minière est au cœur des tensions dans cette province située à 900 km de Lima et placée en état d'urgence depuis février 2024 face à la violence liée à la ruée vers l'or. Parmi les nouvelles mesures annoncées, un couvre-feu de 18H00 à 06H00 dans le district de Pataz, l'un des treize de la province du même nom, et l'établissement d'une base militaire dans le district. Mme Boluarte a également annoncé la prise "de contrôle total" par les forces armées de la zone de la mine de La Poderosa, où ont été retrouvés les corps, et la suspension de "toute activité minière dans la province" pendant trente jours,

afin de faciliter l'installation des forces de l'ordre. Les treize victimes étaient des employés d'une entreprise prestataire de service de Poderosa, une importante société minière péruvienne prise pour cible ces derniers mois par des groupes armés liés à l'extraction illégale d'or. La compagnie minière a fait état de "39 employés et mineurs artisanaux tués par les bandes criminelles qui ont pris le contrôle" de la zone depuis

2022. "Nous demanderons au Parlement de la République des pouvoirs législatifs pour légiférer sur le terrorisme urbain, car c'est maintenant qu'il faut agir", a ajouté Mme Boluarte, promettant "une main forte pour ces délinquants criminels". Dimanche, le gouvernement a annoncé le déploiement d'équipes spécialisées contre le crime organisé afin de retrouver les auteurs.

R.I

Les Sri-Lankais aux urnes pour élire leurs représentants aux conseils locaux

Les Sri-Lankais se rendus aux urnes, hier, pour élire leurs représentants aux conseils locaux, un scrutin en forme de test de popularité pour le président Anura Kumara Dissanayake qui a pris les rênes du pays l'automne dernier.

Déjà assuré d'une majorité des deux tiers au Parlement, le chef de l'Etat a exhorté les électeurs à doubler la mise en votant en masse pour les candidats de sa coalition du Parti national du peuple (NPP) dans les 339 assemblées locales. M. Dissanayake, 56 ans, a largement remporté la présidentielle en septembre. Dans un pays frap-

pé deux ans plus tôt par une grave crise économique, il a assuré son succès en s'engageant à rompre avec la politique de stricte austérité de son prédécesseur et avec la corruption de ses dirigeants.

Il est toutefois revenu sur sa promesse de renégocier les termes du plan d'aide signé en 2023 avec le Fonds monétaire international (FMI). "Nous devons comprendre la réalité de la situation à laquelle nous sommes confrontés: une économie qui s'est littéralement effondrée", a déclaré le président lors d'une réunion publique la semaine dernière.

R.I

COLOMBIE

Plus du 200 membres du cartel Clan del Golfo arrêtés

Les autorités colombiennes ont annoncé lundi l'arrestation de plus de 200 membres du Clan del Golfo, le plus grand cartel de drogue du pays que Bogota accuse de meurtres ciblés visant les forces de l'ordre. Fin avril, le président Gustavo Petro a dénoncé une stratégie d'"assassinats systématiques" de membres des forces de l'ordre, dans un pays qui connaît sa pire flambée de violence armée depuis une décennie. Il a accusé le Clan del Golfo d'avoir mis en place un "plan pistolet", à l'instar de celui du baron de la drogue Pablo Escobar dans les années 90, qui consistait à payer pour chaque agent en uniforme assassiné dans le cadre de sa guerre ouverte contre l'Etat. Lors d'une réponse "coordonnée" des autorités, "217 individus de ce groupe armé organisé ont été capturés" depuis le 15 avril, a indiqué lors d'une conférence de presse l'amiral Francisco Cubides, à la tête des forces armées. Quinze narcotrafiquants ont été abattus par les forces de l'ordre et 6,8 tonnes de stupéfiants, une centaine d'armes à feu et plus de 15.000 munitions ont été saisies, a-t-il précisé.

R.I

LES INDUSTRIES MEXICAINES DE L'ACIER, DU TEXTILE ET DE LA CHAUSSURE

Le gouvernement annonce des mesures pour protéger et renforcer ces secteurs

Le gouvernement mexicain a présenté lundi, une stratégie visant à protéger et à renforcer ses industries nationales de l'acier, du textile et de la chaussure, dans le cadre de son initiative Plan Mexique. Le plan vise à protéger et à stimuler la production nationale et l'emploi, a déclaré le ministre de l'Economie, Marcelo Ebrard, ajoutant que la campagne « Made in Mexico » du pays débutera en juin. Dans le cas de l'acier, les entreprises qui souhaitent importer des produits sidérurgiques doivent s'enregistrer auprès du ministère de l'Economie et fournir des informations détaillées sur leurs aciéries, quel que soit leur emplacement. Ces mesures, a déclaré Ebrard, visent à empêcher les importateurs d'échapper aux droits de douane.

R.I

IRAN

Plusieurs provinces enveloppées par un nuage de poussière

Un épais nuage de poussière enveloppant hier, plusieurs provinces de l'Iran a contraint les autorités à fermer localement les écoles et à appeler environ 13 millions d'habitants à rester chez eux, selon la télévision d'Etat. Les provinces du Lorestan, d'Illam, de Kermanshah, du Kurdistan (ouest), de Zanjan (nord-ouest), de Bouchehr (sud) et du Khouzestan (sud-ouest) sont concernées par ces mesures, selon la télévision d'Etat. La population est invitée à ne pas sortir et à porter un masque pour tout déplacement impérieux, a indiqué la télévision nationale, soulignant que localement la visibilité ne dépasse pas un kilomètre. A Bouchehr, ville située à près de 1.100 kms au sud de Téhéran, la qualité de l'air est considérée mardi comme "mauvaise pour les groupes sensibles", avec un indice AQI de 108, qui dépasse de plus de quatre fois la concentration de microparticules polluantes PM2,5 dans l'air, jugée acceptable par l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Les services météorologiques ont attribué ces conditions au "déplacement d'une grande masse de poussière en provenance d'Irak vers l'ouest de l'Iran". Ce phénomène, de plus en plus fréquent en Iran, est aggravé par la sécheresse. Lundi, plus de 240 personnes ont été hospitalisées pour des problèmes respiratoires dans la province du Khouzestan, selon l'agence de presse officielle Irna. En juillet 2022, les autorités avaient fermé des écoles et des administrations à Téhéran et dans sa périphérie en raison de la pollution provoquée par une tempête de sable.

R. I

SELON UN EX-DIPLOMATE ALLEMAND À POLITICO :

«Le déploiement de forces européennes en Ukraine sans les États-Unis pourrait marquer la fin "de facto" de l'OTAN»

Dans une interview accordée à Politico, un ancien diplomate allemand met en garde contre les conséquences du déploiement de forces européennes de maintien de la paix en Ukraine sans le soutien des États-Unis.

Li affirme qu'une telle évolution de la situation pourrait signifier la fin de l'OTAN. Le déploiement de forces de maintien de la paix européennes en Ukraine sans le soutien des États-Unis pourrait conduire à la fin « de facto » de l'OTAN, affirmant que « « L'Europe, en ce moment, n'est pas capable de se défendre », a rapporté Politico en citant un ancien diplomate allemand. Il est à rappeler que la Russie pour sa part, a à maintes



reprises, qualifié d'inacceptable le déploiement d'un contingent militaire de l'OTAN sous quelque drapeau que ce soit sur le territoire de l'Ukraine. L'ancien diplomate allemand a fait remarquer à Politico que Moscou ne considère pas l'Europe comme une véritable menace militaire sans les

États-Unis, compte tenu des déclarations de Washington sur la sécurité européenne. « L'Europe, en ce moment, n'est pas capable de se défendre », a-t-il noté. Début mars, le Premier ministre britannique Keir Starmer et le président français Emmanuel Macron ont présenté leur plan pour régler

le conflit ukrainien, qui comprend le déploiement d'un contingent européen de maintien de la paix en Ukraine. Le dirigeant français a ensuite précisé qu'il ne s'agirait pas d'une mission de maintien de la paix, mais de « réassurance ». Le déploiement de la force militaire européenne a été discuté par la « coalition des volontaires », mais sur les 30 pays participants, seuls six étudient cette possibilité. De plus, les pays ne savent pas combien de soldats cette force de « réassurance » compterait ni où elle serait déployée exactement. Le vice-président du Conseil de sécurité de la Russie, Dmitri Medvedev, a indiqué que l'envoi de forces de maintien de la paix de pays occidentaux serait perçu comme « un conflit direct entre l'Alliance et la Russie »

R.I

L'INDUSTRIE AUTOMOBILE FRANÇAISE AU BORD DU PRÉCIPICE

Aggravation d'une crise structurelle par des règles européennes et une demande en berne

Une crise profonde secoue l'industrie automobile française, portée par Renault et Stellantis, confrontée à un marché en chute libre et à des réglementations « asphyxiantes ». Les patrons alertent : sans simplification urgente, « des usines risquent de fermer d'ici à trois ans ». L'industrie automobile française traverse une tempête sans précédent qui menace son avenir et des dizaines de milliers d'emplois. John Elkann (Stellantis) et Luca de Meo (Renault), dans un entretien au Figaro, tirent la sonnette d'alarme : le marché européen, en chute de 18 millions de véhicules en 2019 à 15 millions en 2024, pourrait être divisé par deux d'ici à 2035 si

rien ne change. En France, avril 2025 a vu les immatriculations plonger de 5,63 %, selon AAA Data, reflétant une crise structurelle aggravée par des réglementations européennes inadaptées et une demande en berne.

Le cœur du problème réside dans l'incapacité à produire des voitures populaires abordables. « Les règles européennes rendent nos voitures plus complexes, plus lourdes, plus chères », déplore de Luca de Meo, soulignant que 92,5 % de l'augmentation de 40 % du coût d'une Renault Clio entre 2015 et 2030 est imputable à la réglementation. Des normes qui pèsent sur les constructeurs, comme

GSR2, imposant des technologies coûteuses sur les petites voitures, ou des crash-tests inadaptés alourdissent les coûts, rendant les modèles inaccessibles aux ménages. Résultat : les particuliers, qui représentaient 62 % du marché en 2001, n'en pèsent plus que 43 % en 2025, se tournant vers l'occasion (+3,1 % en avril). La transition électrique, censée être une solution, aggrave la situation. Les ventes de véhicules électriques chutent de 44 % chez les particuliers, freinées par la réduction des aides et des prix prohibitifs. Dans ce marasme, la R5 tient bon et demeure la voiture la plus vendue parmi les électriques.

L'EX PATRON DE RENAULT, CARLOS GHOSN : «RENAULT EST REDEVENU UN PETIT CONSTRUCTEUR EUROPÉEN»

Si les flottes soutiennent l'électrique (22 % des immatriculations professionnelles), le marché global reste atone. John Elkann critique l'obsession européenne pour le « zéro émission » d'ici 2035, qui ignore les réalités du parc automobile vieillissant (12 ans d'âge moyen). Une neutralité technologique, valorisant hybrides et thermiques modernes, serait plus efficace pour réduire les émissions. Face à la concurrence chinoise et américaine, qui protègent leurs marchés, l'Europe apparaît désarmée.

« Tous les pays défendent leur industrie, sauf l'Europe », fustige Luca de Meo. Les deux patrons réclament une simplification radicale : des règles différenciées pour les petites voitures, des normes appliquées uniquement aux nouveaux modèles, et un guichet unique à Bruxelles pour coordonner des politiques souvent contradictoires. Sans ces réformes, John Elkann prévient : « Dans trois ans, nous devons prendre des décisions douloureuses pour nos usines ». Carlos Ghosn, ex-patron de Renault, ajoute une note pessimiste, estimant que Renault, redevenu un « petit constructeur européen », doit nouer des alliances pour survivre, notamment avec la Chine. En 2025, le sort de l'industrie automobile française se joue. Sans sursaut politique et industriel, elle risque de devenir un simple marché d'importation, au détriment de son économie et de son identité.

R.I

ATTAQUE NOCTURNE DE DRONES UKRAINIENS CONTRE LA RUSSIE

La défense antiaérienne russe annonce avoir intercepté 105 appareils ukrainiens

105 drones ukrainiens ont été abattus durant la nuit de lundi à mardi, par la défense russe, dans plusieurs régions de la Fédération de Russie. « Treize aéroports ont temporairement cessé leurs activités. Aucun blessé n'est à déplorer, malgré quelques dégâts matériels mineurs » indique le communiqué de la défense russe. Indiquant que « les systèmes de défense aérienne russes ont intercepté et détruit 105 drones en provenance d'Ukraine », la même source poursuit qu'« ils ont été abattus dans plusieurs régions du pays, principalement dans les zones frontalières mais aussi dans le centre de la Russie ». Les attaques ont été principalement concentrées sur la région de Briansk (32 drones) et celle de Voronej (22 drones). La région de Moscou a, quant

à elle, été la cible de 19 appareils. Ces attaques ont entraîné la suspension temporaire du fonctionnement de 13 aéroports à travers le pays. Les principaux aéroports moscovites ont interrompu les arrivées et les départs, tout comme ceux de Samara, Saratov, Volgograd, Kalouga, Ivanovo, Iaroslavl, Nijni Novgorod, Kazan et Nijnekamsk. Malgré l'ampleur de l'offensive, les autorités régionales assurent qu'il n'y a ni victimes, ni destructions majeures. À Briansk, le gouverneur Alexandre Bogomaz a déclaré que toutes les cibles avaient été détruites et que l'attaque avait été entièrement repoussée. À Voronej, quelques dégâts matériels ont été signalés : vitres brisées, toiture endommagée et départ de feu sur une aire de jeux. À Moscou, le maire Sergueï Sobianine

a indiqué que les drones avaient été abattus sans faire de blessés. Les débris d'un appareil sont tombés sur l'avenue Kachirskoïé, sans causer de dommages notables. Ces événements s'inscrivent dans une dynamique quasi quotidienne d'attaques de drones lancées depuis l'Ukraine vers les régions frontalières et centrales de la Russie. Les systèmes de défense russes « continuent de jouer un rôle clé dans la neutralisation de ces incursions ». Néanmoins, plus de 140 habitants de la Russie ont été blessés et 15 personnes ont été tuées au cours de la semaine par les frappes ukrainiennes. L'ambassadeur itinérant du ministère russe des Affaires étrangères, Rodion Mirochnik, a déclaré que la semaine dernière avait été « la plus sanglante depuis le début de l'année ». R.I

SELON LE WASHINGTON POST

« L'accord entre Washington et Kiev sur les minerais se heurterait à des obstacles »

Présumé par Washington comme une contrepartie aux milliards d'aides versés à Kiev depuis 2022, l'accord sur l'exploitation des ressources ukrainiennes devait réduire la dépendance des États-Unis à la Chine pour les minerais stratégiques. Mais selon The Washington Post, le projet fait face à de lourds obstacles difficilement contourables. Selon The Washington Post, l'accord sur les terres rares signé entre les États-Unis et l'Ukraine fin avril visait à offrir à Washington un retour sur ses dépenses militaires et financières engagées en soutien à Kiev depuis 2022. Le principe est simple : les profits issus de l'exploitation des minerais stratégiques ukrainiens, comme le titane, le lithium ou le graphite, serviraient de compensation. L'idée, lancée par Donald Trump, évoquait plusieurs centaines de milliards de dollars de terres rares. Pourtant, d'après les experts cités par le journal américain, « l'Ukraine ne produit pour le moment pas de terres rares et n'en produira probablement pas de sitôt ».

UN TERRAIN INEXPLOITABLE POUR LES GRANDES ENTREPRISES

Les défis techniques et économiques rendraient la mise en œuvre de cet accord hautement improbable. Toutes les cartes géologiques disponibles datent de l'époque soviétique, aucun travail de prospection moderne n'a été mené depuis plus de 35 ans. Toujours selon The Washington Post, les grandes entreprises minières ne souhaitent pas investir dans un pays en conflit où les infrastructures sont détruites. Ashley Zumwalt-Forbes, ancienne responsable au ministère américain de l'Énergie, résume : « Nous avons déjà du mal à lever des fonds pour explorer aux États-Unis, au Canada ou en Australie. Imaginez la difficulté en Ukraine ». L'analyste Abigail Hunter souligne en outre que le gisement de lithium le plus prometteur ne se situe désormais plus en Ukraine, mais en Russie, rendant toute exploitation illusoire.

PAS DE TRAITEMENT, PAS D'EXPORTATION, PAS DE BÉNÉFICES

Même si les matières premières étaient extraites, leur traitement resterait un problème majeur. The Washington Post cite Emily Holland, professeur au Naval War College, selon qui « le traitement des minerais est plus problématique que l'extraction elle-même », car il nécessite une infrastructure lourde, aujourd'hui absente. Elle ajoute que l'accord ne prévoit aucune installation de traitement, et que la transformation des ressources en Ukraine « n'est pas du tout adaptée aux besoins industriels des États-Unis ». Ces réserves de terres rares étant situées dans une zone de conflit, les grandes compagnies refuseraient d'y investir. Ben Cahill, de l'université du Texas, estime que seules de petites entreprises pourraient prendre ce risque, mais sans garantie de succès. Malgré la propagande médiatique autour de cet accord, les faits évoqués dans The Washington Post dressent un tableau sans appel : aucune ressource stratégique ne sera exploitée à court ou moyen terme, aucune chaîne d'approvisionnement ne sera renforcée, et aucun retour sur investissement ne semble donc envisageable. Cet accord, voulu comme une forme de remboursement face aux milliards fournis par Washington à Kiev, mais également comme une réponse américaine à la domination chinoise sur les minerais critiques, apparaît aujourd'hui comme un pari hautement risqué.

R.I

FILMS PRODUITS À L'ÉTRANGER

Hollywood consterné par les droits de douane de Trump

Le scepticisme règne à Hollywood face aux droits de douane de 100% voulus par Donald Trump sur les films produits hors des États-Unis, une idée que professionnels et experts considèrent comme inadaptée aux besoins de l'industrie audiovisuelle américaine.

"Ça n'a aucun sens", dit à l'AFP Jonathan Handel. Cet avocat spécialisé rappelle que de nombreuses productions américaines, de "James Bond" en passant par la saga "Mission Impossible", sont tournées à l'étranger pour d'évidentes raisons créatives. "Si une cascade prévoit que Tom Cruise escalade la Tour Eiffel, qu'est-ce qu'on est censé faire ?", s'interroge-t-il. "Filmer ça sur la réplique de la Tour Eiffel à Las Vegas? C'est tout simplement absurde." Donald Trump a indiqué dimanche que son gouvernement entamait "immédiatement le processus d'instauration de droits de douane de 100%" sur les films diffusés aux États-Unis mais produits à l'étranger.

L'annonce a plongé l'industrie dans l'incertitude: les studios voient leurs actions chuter en bourse, les syndicats tentent de comprendre cette décision, notamment si elle s'applique aussi aux séries. Et tous se demandent si elle est même applicable. Un film "relève de la propriété intellectuelle", pointe M. Handel. "Vous pouvez acheter un billet de cinéma, mais vous n'achetez pas un film comme vous achetez un vêtement ou une voiture". Et les droits de douane "feraient plus de mal que de bien", estime l'avocat: "cela aurait pour conséquence de réduire la production,



d'augmenter le coût des films, de réduire le nombre de films disponibles pour les salles de cinéma et les plateformes de streaming, ce qui nuirait à la distribution".

"SEMER LA CONFUSION"

Le message présidentiel a provoqué des réunions de crise à Hollywood, selon la presse spécialisée. "Je n'y vois pas d'autre objectif que de semer la confusion et de détourner l'attention", commente ainsi le responsable d'un grand distributeur américain auprès du site Deadline. "Espérons que cela ne fera qu'encourager les États américains à mettre en œuvre dès que possible les augmentations indispensables de leurs crédits d'impôts", ajoute-t-il. Le gouverneur démocrate de Californie a saisi la balle au bond, proposant à M. Trump de mettre en place un plan fédéral de 7,5 milliards de dollars pour soutenir le secteur, sous forme de crédit d'impôt.

"La Californie est totalement favorable à l'idée d'attirer davantage de tournages", a affirmé Gavin Newsom, cité par le New York Times. Car si le remède proposé par

Donald Trump divise, le diagnostic d'une production audiovisuelle américaine moribonde est largement partagé.

Depuis les grèves historiques des acteurs et scénaristes qui ont paralysé l'industrie en 2023, Hollywood a du mal à redémarrer. À Los Angeles, le nombre de jours de tournages a atteint un plus bas historique en 2024 - si l'on exclut le gel complet de la production provoqué par la pandémie en 2020. Cela est notamment dû à la délocalisation de nombreuses productions, que les studios tournent de plus en plus dans des pays leur offrant des avantages fiscaux alléchants comme la Thaïlande, la Hongrie ou l'Afrique du Sud.

L'Australie, qui recourt aussi à ces incitations, a affirmé mardi par la voix de sa ministre des Affaires étrangères Penny Wong qu'elle voulait toujours faire des "films formidables" avec les États-Unis. Auprès de Deadline, un financier du cinéma américain se dit "d'accord avec l'objectif" de M. Trump. Mais "il est évident que ce sont des crédits d'impôts qu'il

faut, pas des droits de douane", souligne-t-il. "Les droits de douane ne feront qu'étouffer ce qu'il reste de l'industrie."

"RÉPONSE FÉDÉRALE ÉQUILIBRÉE"

Un porte-parole de la Maison Blanche a assuré lundi "qu'aucune décision n'a été prise" et que "l'administration explore toutes les options". "Je ne cherche pas à nuire à l'industrie, je veux l'aider", a affirmé Donald Trump à la presse, en annonçant qu'il allait prochainement rencontrer des représentants du secteur. Les studios se sont pour l'instant gardés de réagir. Quant aux syndicats, ils adoptent un langage prudent. Celui des acteurs, le SAG-AFTRA, "soutient les efforts visant à accroître la production cinématographique, télévisuelle et en streaming aux États-Unis" et est "impatient d'en savoir plus". "Les États-Unis ont besoin d'une réponse fédérale équilibrée pour ramener les emplois dans le cinéma et la télévision", estime de son côté l'IATSE, le syndicat des métiers techniques d'Hollywood.

BRÉSIL

Lady Gaga met le feu à Rio pour un mega-concert gratuit

Un opéra pop face à une foule immense en délire sur la plage iconique de Copacabana: Lady Gaga a enflammé Rio de Janeiro samedi, lors d'un mega-concert gratuit pour son grand retour au Brésil depuis 2012. "Brésil, vous m'avez tellement manqué", a crié la popstar américaine avant d'entonner un de ses plus grands succès, "Poker Face", sur un échiquier monumental, un des décors grandioses de ce show de deux heures. La chanteuse de 39 ans est entrée en scène avec une vingtaine de minutes de retard sur l'heure prévue, juchée à plus de deux mètres de haut sur la traîne interminable d'une robe écarlate qui, en s'ouvrant, a dévoilé une cage verticale dans laquelle étaient cachées ses danseuses, pour "Bloody Mary". Lady Gaga a ensuite enchaîné avec "Abracadabra", un des titres phares de son dernier album, "Mayhem", lancé en mars. Au milieu de la chanson, elle a enlevé la robe rouge, laissant apparaître une autre qu'elle portait en dessous aux couleurs du Brésil: vert, bleu et jaune.

INVASION DE "PETITS MONSTRES"

"J'ai séché plusieurs jours de cours à la fac pour venir ici, Lady Gaga est tout pour moi, je suis fan d'elle depuis 2008", dit à l'AFP Walter Segundo, étudiant de 23 ans arrivé mardi depuis Sao Luis, dans l'Etat brésilien du Maranhao (nord-est), à près de 3.000 kilomètres de Rio. Tout au long de la semaine, les "little monsters" (petits monstres), surnom affectueux des fans de la chanteuse américaine de 39 ans, ont afflué dans la ville célèbre pour son carnaval qui attire des centaines de milliers de touristes du monde entier.

La mairie de Rio a affirmé sur X que 2,1 millions de personnes ont assisté au concert à Copacabana, davantage que les 1,6 million pour celui de Madonna au même endroit il y a un an, même si ces chiffres ont été contestés par certains spécialistes qui les ont jugés exagérés. Les autorités municipales, qui espèrent par ailleurs des retombées économiques de plus de 100 millions de dollars, souhaitent pérenniser cette tradition du mega-concert gratuit en mai, afin de stimuler le tourisme lors d'une période considérée comme basse saison. Le maire Eduardo Paes a déjà laissé entendre qu'il comptait faire venir le groupe de rock irlandais U2, sans préciser de date. Pour le concert de Lady Gaga samedi, un impressionnant dispositif de sécurité a été déployé, avec plus de 5.000 agents, des drones et des caméras de vidéosurveillance à reconnaissance faciale.

FIN D'UNE LONGUE ATTENTE

L'interprète de "Bad Romance" était censée être une des têtes d'affiche du festival Rock in Rio en 2017, mais avait été contrainte d'annuler à la dernière minute pour des raisons de santé, ce qu'elle n'a pas manqué de rappeler samedi. "Vous m'avez attendue, vous avez dû vous demander pourquoi j'ai mis tant de temps à revenir, mais j'étais en train de guérir, de reprendre des forces (...) Maintenant, je suis prête et je vais tout donner pour vous", a-t-elle déclaré, émue aux larmes, lors d'un discours au milieu du concert. "Ce soir, nous écrivons l'histoire", a-t-elle lancé, alors que le public "Gaga, eu te amo" (Gaga, je t'aime en portugais). Et avant "Born this way", la diva pop tenu à saluer tout particulièrement "la communauté LGBTQ du Brésil", au sein de laquelle elle compte un grand nombre de fans. Ce titre est le préféré d'Alan Jones, venu de l'Etat de Santa Catarina (sud), inspirant un dessin qu'il s'est fait tatouer sur le bras gauche. "C'est grâce à cette chanson que j'ai commencé à m'accepter tel que je suis", confie ce coiffeur qui fête ses 30 ans la semaine prochaine. "La dernière fois que je suis venue ici, nous étions amis, mais maintenant, nous sommes de la même famille", a résumé Lady Gaga, assise au piano avant de chanter en fin de concert "Shallow", la ballade du film "A Star is born", dans lequel elle était à l'affiche avec Bradley Cooper. Et après le rappel, les fans ont continué à chanter pendant de longues minutes à cappella le refrain de "Bad Romance".

MÉDÉA

L'IA est un outil de valorisation et de protection du patrimoine

Le recours à l'intelligence artificielle (IA) et la généralisation de l'utilisation du numérique dans la gestion des collections muséales constituent l'un des principaux outils de protection et d'archivage du patrimoine culturel national ont estimé, samedi à Médéa, des responsables de musées lors d'une rencontre nationale. Intervenant à l'occasion de la présentation, au musée national public des Arts et des Traditions Populaires de Médéa, des expériences d'établissements muséaux nationaux dans le domaine de l'utilisation de l'IA et la numérisation des collections et de l'archive des musées, ces responsables ont mis en avant l'avantage qu'offrent ces outils dans la sauvegarde et la valorisation du patrimoine culturel national. La

directrice du musée national public des arts et des traditions populaires de Médéa, Samia Younsi, a estimé que l'IA et la numérisation ont un rôle "primordial" dans l'amélioration des opérations de collecte et d'archivage des données et des objets exposés aux musées.

"Ces outils de gestion modernes permettent d'optimiser la protection et la sauvegarde du patrimoine, d'assurer sa pérennité et le vulgariser auprès d'un large public", a-t-elle dit.

Présentant l'expérience menée par le musée public national de Sétif, la directrice de cet établissement, Chadia Khellallah, a mis l'accent sur l'importance d'introduire les nouvelles technologies dans la gestion et l'exploitation des collections muséales, assurant qu'une telle

option est en mesure de "sécuriser les collections des musées et de mieux les valoriser". La conservatrice du Palais d'Ahmed Bey de Constantine, Hadjer Oumache, a exposé l'expérience de cet établissement en matière de numérisation des collections et des archives de l'établissement, présentant des modèles de numérisation de données et d'objets réalisés en 3D.

L'assistance a été invitée, lors de cette rencontre, à suivre une visite virtuelle au Palais d'Ahmed Bey et découvrir, aux moyens d'images et d'illustrations en 3D, les différentes ailes du Palais et sa conception architecturale, offrant aux présents la possibilité de visiter les lieux aux moyens d'outils modernes sans avoir à se déplacer.

**Recette
du jour****Harira
marocaine****Ingrédients pour 4 personnes:**

- 250 g de viande de boeuf
- 2 oignons 1 gros oignons pour moi
- 200 g de pois chiche 1 grosse poignée pour moi
- 100 g de lentilles
- Vermicelles ou riz 50 g de riz + 1 poignée de vermicelles
- 1 bouquet de coriandre
- 1 bouquet de persil
- 1 branche de céleri
- 1 petite boîte de concentré de tomate 150g de sauce tomate

- 5 grosses tomates réduites en purée
- 1 cube de volaille
- Sel et poivre noir au gout
- 1 c-a-c de gingembre
- 1 pincée de cannelle facultatif
- 1 c-a-c de safran curcuma
- 100 g de farine 3 cuillères a soupe+ 120ml d'eau pour diluer la farine

INSTRUCTIONS

La veille tromper les lentilles et les pois chiche (j'utilise les pois chiche en conserve donc je ne les ai pas tromper). Hacher l'oignons, la

coriandre, le persil et le céleri. Dans une marmite faire suer l'oignons dans le beurre rance (huile+ margarine pour moi), ajouter la viande, laisser revenir quelques instants. Ajouter les épices (gingembre, curcuma, cannelle, sel et poivre). Diluer le cube dans un verre d'eau chaude et le verser dans la marmite, ajouter les pois chiche (dans mon cas je les ai ajoute a la fin de la cuisson) et les tomates broyées. Ajouter le persil,

coriandre et le céleri, verser l'eau (1L et demi pour moi), laisser cuire environ 30 min. Ajouter les lentilles et cuire 10-15 min, ajouter le concentré de tomate, ajouter le riz, laisser cuire environ 15 min, ajouter les vermicelles (à ce niveau j'ajoute les pois chiche déjà cuit). Diluer la farine dans l'eau et verser dans la marmite en remuant sans cesse, laisser cuire 15 min. Saupoudrer de coriandre en fin de cuisson et servir aussitôt avec un filet de jus de citron.

Gâteau du Jour**Biscuit roulé
a la mousse de citron****INGRÉDIENTS :**

pour le biscuit roulé:

- 5 œufs
- 140 grs de sucre
- 150 grs de farine
- 1 c a café de vanille
- 1 c a café de levure chimique
- zeste d'un citron
- 1 pincée de sel
- 1 petit bouchon de vinaigre blanc pour la mousse au citron:
- 1 oeuf.
- 140 g sucre
- 100 ml de jus de citron.
- 100 ml d'eau.
- 1 c a soupe de maïzena.
- 200 ml de crème fraîche montée en chantilly sans sucre

INSTRUCTIONS

préparez vos ingrédients, et commencer par battre les œufs, le sucre et la vanille en mousse, pour avoir un mélange bien mousseux, si vous utilisez le fouet d'un pétrin, ça va donner une belle mousse, sinon si vous utiliser un fouet électrique comme le mien, incliner le fouet comme sur la photo pour bien aérer le mélange, faites le pendant 8 a 10 min, jusqu'à ce que le mélange sucre œuf, triple de volume. ajouter le vinaigre, et continuez a fouetter sans vous arreter



incorporez le mélange farine et levure chimique, tout doucement cuillère par cuillère, sans casser le mélange mousseux des œufs, mélangez a l'aide d'une spatule tout en aérant le mélange. napper le plateau avec un papier cuisson, et berrez le au pinceau le un peu, versez doucement votre mélange, uniformisez la surface a l'aide d'une spatule. enfournez dans un four préchauffé a 180 degrés pendant 10 min, ou selon la capacité de votre four. faire sortir le biscuit du four et roulez le délicatement dans un torchon, et laissez refroidir. Préparez la mousse au citron dans une casserole, verser la moitié du sucre, l'eau et le jus de citron porter à ébullition dans un saladier fouettez l'œuf le restant du sucre et la maïzena verser le mélange citron- eau tout chaud sur ce mélange et fouetter vivement, remettez le tout dans la casserole sur feux doux tout en remuant, jusqu'à épaississement, retirez du feu et laissez refroidir. incorporez délicatement la creme de citron à la chantilly, a l'aide d'une spatule, jusqu'a avoir une mousse qui se tient, (vous n'etes pas obliger d'ajouter toute la creme, reprenez le biscuit, retirez la serviette, étalez le restant de la crème au citron sur le biscuit, couvrez cette creme, de mousse au citron, et roulez délicatement le biscuit. Couvrez le avec ce qui reste de la mousse de citron et placez au frais, jusqu'au moment de servir. Decoupez des gateaux de presque 2 cm de large.

Conseil du jour**10 astuces de grand-mère pour
perdre du ventre sans exercice**

1. Boire de l'eau tiède citronnée au ré
2. Adopter une alimentation anti-ballonnements
3. Boire des tisanes digestives
4. Réduire le sel dans son alimentation
5. Prendre son temps pour manger
6. Tester les huiles essentielles
7. Dormir suffisamment et correctement
8. Faire des massages du ventre
9. Intégrer du vinaigre de cidre dans ses repas
10. Rester hydraté tout au long de la journée

Bon à savoir !

Pour profiter des effets bénéfiques du soleil en toute sécurité, il est recommandé de s'exposer au soleil 20 à 30 minutes par jour, sur 30% de la surface du corps (visage et bras), à une intensité lumineuse équivalente à celle des mois de juin à octobre.

Astuce du jour:**Comment rattraper une salade un peu défraîchie ?**

Vous avez oublié votre salade au fond du réfrigérateur et elle a un peu fané ? La solution est simple :

faites la tremper dans une eau très froide et citronnée, elle reprendra un peu de couleur et de texture.

Le saviez-vous ?

LE CHARDON-MARIE EST EFFICACE POUR INVERSER NATURELLEMENT LA TOXICITÉ

DANS LE CORPS, Y COMPRIS LES EFFETS NOCIFS DE LA CONSOMMATION D'ALCOOL, DES PESTICIDES DANS NOTRE ALIMENTATION, DES SUBSTANCES LOURDES, DES MÉTAUX DANS NOTRE APPROVISIONNEMENT EN EAU ET MÊME DE LA POLLUTION DANS L'AIR QUE NOUS RESPIRONS.

ÉTAPES**RAISONS**

- INFECTION
- MÉDICAMENTS
- ABUS D'ALCOOL
- OBÉSITÉ

**CITATION
DU JOUR**

« Il y a deux tragédies dans la vie : l'une est de ne pas satisfaire son désir et l'autre est de le satisfaire »

Le Courrier

Quotidien national d'information
Édité par l'Eurl Millénium Presse

Siège social :

Maison de la presse Kouba - Alger
R.C. : N° 01 B 00 151 30

Compte bancaire :

BNA Zirout Youcef N° 300 101 600

Directeur de la publication-gérant :

Ahmed TOUMIAT
Administration-publicité :

Rédaction :

Tél. : 023 70 94 35
023 70 94 22
023 70 94 30
023 70 94 31
Fax. : 023 70 94 26

Composition :

PAO Le Courrier d'Algérie

**« POUR VOTRE PUBLICITE S'ADRESSER
A : l'Entreprise Nationale de communication,
d'Édition et de Publicité »**

Agence ANEP : 01, Avenue Pasteur Alger.
Téléphone : 020-05-20-91 / 020-05-10-42
Fax : 020-05-11-48/020-05-13-45 / 020-05-13-77
E-mail : agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

Impression :

- Centre : SIA - Est : SIE
- Ouest : SIO

Nos bureaux régionaux

Tizi Ouzou :
3, Rue Capitaine Si Abdellah, immeuble Belhocine
Tél. / Fax. : 026 20 20 66

Oran : 6, avenue Khedim Mustapha
Tél. / Fax. : 041 39 45 73

Bouira : Rue Gherbi Guemraoui - Immeuble
Kheerouf-Bouira. Tél. / Fax. : 026 94 20 76

Les manuscrits, photographies
ou tout autre document adressés
à la rédaction ne peuvent faire
l'objet d'une quelconque
réclamation

Le Courrier d'Algérie informe ses
lecteurs du changement de ses
adresses électroniques et leur
communiquera les nouvelles :
lecourrierdalgérie@yahoo.fr
redaction_courrier@yahoo.fr

Les courses en direct



HIPPODROME BAZER SAKHRA - EL EULMA
MERCREDI 07 MAI 2025 - PRIX : MANEL - PS.AR.NEE
DISTANCE : 1 300 M - DOTATION : 400.000 DA - DÉPART : 15H30
TIERCÉ - QUARTÉ - QUINTÉ

Une lutte entre chevaux de même niveau

Ce jour au champ de course d'El Eulma 15 coursiers de race arabe prendront part au prix Manel qui servira de cadre au pari tiercé, quarté et quinté, une épreuve du même niveau, qui mettra aux prises des concurrents qui se sont déjà illustrés dans les parcours comme celui du jour et particulièrement dans les distances classiques comme cette joute hippique, car en parcourant la liste en lice, à part les deux mâles Rikhtal El Hidhab cumule 31 500 DA et zéro gain pour le mâle Jazi de Monlau, par contre presque tous le reste des engagés totalisent presque le même total gain et ont prouvé des capacités physiques dans des distances classiques, c'est l'argument qui laisse cette épreuve et ce pari mutuel difficile à décortiquer et il ne faut pas oublier qu'on a un ensemble de coursiers, qui feront le déplacement de Barika, Djelfa et Zemmouri. Pour moi, ces concurrents ne se déplaceront pas pour faire de la figuration, il faudra à cet effet, prendre en compte divers paramètres à savoir la forme de chaque concurrent et l'efficacité de leurs partenaires entraîneurs et jockeys présents. Nous vous rappelons que cette course est réservée aux chevaux de 4 ans et plus, n'ayant pas totalisé la somme de 156 000 DA en gains et places depuis le 1er octobre 2024, sur une distance de 1400 mètres, jouez large pour ne pas rater la bonne combinaison gagnante.

LES PARTANTS AU CRIBLE

1. **HOUSSEM.** À mon avis, ce jeune mâle de 5 ans, ne s'engage pas pour faire le figurant il cherche toujours une belle place sur le podium.
2. **FADHEL.** Ce protégé de l'écurie Bendjekidel, ne fera pas le déplacement de Zemmouri pour rien, a les moyens d'être parmi les 5 premiers.
3. **TEJ EL FODIL.** Très chuchoté par son entourage et particulièrement par son entraîneur et plus encore par son jockey fétiche Oualid Chebbah.

PROPRIÉTAIRES	N°	CHEVAUX	JOCKEYS	PDS	CDS	ENTRAÎNEURS
R.MANSOURI	1	HOUSSEM	CH. ATTALLAH	57	15	S. ATTALLAH
AL. BENDJEKIDEL	2	FADHEL	W. BENDJEKIDEL	57	5	PROPRIÉTAIRE
KH. RAS GHORAB	3	TEJ EL FODIL	O. CHEBBAH	57	6	A. CHEBBAH
H. BOURENANE	4	MOUCHAHAR EL GOZA	A. HAMIDI	57	13	MED HAMIDI
AL. BOUSBAA	5	MALEK DE CHOUK (0)	F. CHAABI	55	8	O. GUITOUN
T. BENSAID	6	JAOUHARET ERIF	H. RAACHE	55	7	PROPRIÉTAIRE
D. LEMMADI	7	ABDJAR	B. BERRAH	55	2	MED HAMIDI
AD. LAGRAA	8	O. CHAINEZ	S. BENYETTOU	55	11	MED HAMIDI
K. MAHOUR BACHA	9	KAID AL MAJD	A. HEBRI	55	14	MED HAMIDI
T. DLIH	10	RISTA	AB. AIDA	55	3	AM. LACHEHEB
S. BERRAH	11	IZDIHAR DAYEM (0)	AB. ATTALLAH	54	10	PROPRIÉTAIRE
S. MEKIDECHE	12	FARIDIX	JJ : Y. MOUISSI	54	4	A. DJEBBAR
H. GUEROUI	13	ZIN EL MAJD	SF. BOUHOUCHE	54	9	PROPRIÉTAIRE
D. LEMMADI	14	RIKHTAL EL HIDHAB	A. HADDOUCHE	54	12	MED HAMIDI
CH. AIDA	15	JAZI DE MONLAU	JJ : MA. AIDA	52	1	PROPRIÉTAIRE

4. **MOUCHAHAR EL GOZA.** Il n'est pas régulier dans ses sorties ce mâle alezan.

5. **MALEK DE CHOUK.** C'est une galopeuse qui a d'énormes capacités physiques, à mon avis jouera le rôle principal de cette épreuve.

6. **JAOUHARET ERIF.** Elle a l'air de retrouver sa forme, cette jeune femelle et cela par rapport à ses deux dernières sorties avec deux excellentes places sur le podium.

7. **ABDJAR.** Ce coursier de 6 ans passe par une période sombre, sa tâche ne sera pas facile encore.

8. **O. CHAINEZ.** Rien de probant à son actif.

9. **KAID AL MAJD.** Au-dessous du lot.

10. **RISTA.** Méfiance, l'entraîneur Amar Lacheheb, a fait appel à un classique, le

jockey Abdenour Aida est très efficace dans les épreuves comme celle du jour.

11. **IZDIHAR DAYEM.** Cette belle femelle bai foncée reste sur de bons résultats 3ème sur 1300 mètres et 5ème sur 1200, en plus, elle est pilotée par un amoureux des podiums.

12. **FARIDIX.** Il vient de reprendre les

courses après une absence depuis le mois de janvier, il peut venir créer un exploit.

13. **ZIN EL MAJD.** Que des échecs à son actif. À revoir.

14. **RIKHTAL EL HIDHAB.** Barré en théorie.

15. **JAZI DE MONLAU.** Aléatoire.

DANS LE CREUX DE L'OREILLE MON PRONOSTIC

5. MALEK DE CHOUK - 3. TEJ EL FODIL - 11. IZDIHAR DAYEM - 1. HOUSSEM - 12. FARIDIX

LES CHANCES

6. JAOUHARET ERIF - 10. RISTA

Mots croisés

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1										
2										
3										
4										
5										
6										
7										
8										
9										
10										
11										
12										

HORIZONTALEMENT
1 - Tyrannie - 2 - Grecque - Laisse rêveur - Pied de vigne - 3 - Cachée - Bonne action - 4 - Lit arabe - Pied de vers - 5 - Nouvelle lune - État des États-Unis - Façons d'agir - 6 - Semblables - Protège le doigt de la couturière - 7 - Consignée - 8 - Rien de positif - Anonyme - Heureux gagnants - 9 - Vénérés - Pronom - 10 - Relève - Oreille chez les Anglais - 11 - Rossignol - Voies de recours - 12 - Dans la mêlée - Aide.

VERTICALEMENT
1 - Déconcerté - 2 - Chaume - Amour de jeunesse - 3 - Poivré - Largeur d'étoffe - Fait sauter - 4 - Adouci - 5 - Franchit le cap - Effacé Arsenic - 6 - Titane - Ville de Roumanie - Léopard - 7 - Exprime l'étonnement mêlé de doute - Outil de traçage - Pomme - 8 - Société civile des auteurs multimédia - Agitations extrêmes - 9 - Préfixe - Ingurgitée - En boule - Dans le plat - 10 - Leurs coups de fil sont mortels - Bonne base.

Mots fléchés

Écoeura- rantes	Plantations	Astate	Poissons	Coule en France
Abatte- ments	Sbires d'Hitler	Baie nippone	Plates	Aléatoires
Déformés	Mettre à l'écart	Fin de participe	Arrivé en criant	
Arsenic	Passée au crible	Vagues	Gaine	
Grecque		Napperon		
Maladie du blé		Dans la mêlée		
Boisson		Cacha		
Patriarche		Bloc		
	Bouges			
	Récipient			
Lésé		Corps d'armée		
Idem	Enzymes	Points opposés		
	De près		À plat	
Lentilles		Risquées	Erbium	
Chevilles				
		Anneau de cordage		

Mots masqués

Cette grille masque tous les mots de la liste. Rayez ces mots dans tous les sens, de haut en bas, de bas en haut, de gauche à droite et de droite à gauche, horizontalement, verticalement ou diagonalement. Les lettres restantes vous donneront la solution qui correspond à la définition suivante :

Religieux qui vit dans la solitude (10 lettres)

E	E	A	T	E	V	A	N	E	R	I	A	L	C	N	M	E	D
C	C	S	T	E	R	E	B	T	N	A	L	L	A	E	R	I	F
D	N	R	L	S	O	R	T	E	D	I	A	L	U	I	U	I	H
R	E	A	I	A	A	E	T	N	O	H	C	L	O	R	S	N	A
O	R	E	L	T	V	E	R	I	O	F	E	P	N	I	R	O	I
N	U	M	H	B	E	S	I	A	L	E	R	E	O	O	U	R	E
E	P	R	T	T	E	E	L	R	E	P	E	N	T	E	E	R	T
T	M	O	R	E	T	S	I	S	S	A	D	O	E	T	O	A	N
R	I	F	E	L	O	E	U	S	S	I	R	G	S	T	C	M	A
E	E	E	S	U	I	A	I	R	O	N	U	R	R	U	T	R	S
P	C	L	E	O	D	T	N	E	V	E	O	A	E	O	N	E	U
E	R	U	D	B	I	E	T	S	E	L	L	J	V	G	A	G	A
V	U	O	R	H	E	T	E	V	R	O	G	E	T	E	M	U	I
I	O	M	A	R	E	E	N	R	U	O	J	R	T	E	A	A	N
R	S	I	T	S	O	I	N	E	T	N	E	R	O	U	N	J	E
G	N	L	E	T	R	U	O	T	E	S	I	R	C	T	E	O	T
E	I	T	E	L	A	R	I	V	E	R	U	S	U	E	T	M	R
F	D	N	U	O	R	E	S	N	E	D	L	E	U	S	U	E	E

N.B : Une même lettre peut servir plusieurs fois
ALLANT - AMANT - ASSIS - BERET - BLANC - BOULET - CLAIRE - CŒUR - CRISE - DENSE - DESERT - DIURNE - ECRITE - EMEUTE - EVENT - FILTRE - FOIRE - FORME - GOUTTE - GRIVE - GROTTES - HAIE - HAINE - HONTE - IDIOTE - IMPURE - ISSUE - JARGON - JAUGER - JOURNÉE - LAIDE - LESTE - LOURDE - MAR-RON - MEULE - MOULE - NAVET - NORD - NORIA - OISIF - ORVET - PERLE - PERTE - POIRE - RELAIS - RENTE - ROUND - SOIN - SORT - SOURCE - TENIA - TENOR - TOURTE - USANT - USUEL - USURE - VALSE - VERSET - VIRALE.

Solutions du précédent numéro

MOTS CROISÉS
1. Crétinerie - 2. Heurt - Talc - 3. Il - Iéna - Eh ! - 4. Rée - Mu - Esa - 5. Ogre - Sep - 6. Maire - Tira - 7. Atermoie - 8. Ni - Éire - Id - 9. Coi - Rama - 10. Innées - Sig - 11. Dû - Étété - 12. Nuées - Usés.

VERTICALEMENT :
1. Chiromancien - 2. Relégation - 3. Eu - Érié - Inde - 4. Tri - Erre - Eue - 5. Item - Émise - 6. Nus - Or - Se - 7. Éta - Étier - Tu - 8. Râ - Épie - Ases - 9. Îles - Imite - 10. Échafaudages.

MOTS FLÈCHES
HORIZONTALEMENT :
Réverbères - Vile - Pote - Car - Primes - Nèpes - Es - St - Ar - As - Up - Ers - La - Grue - Aspes - Erre - le - Ose - Mesure - Éculé - Ue - Ruse - Usité.

VERTICALEMENT :
Devantures - Vire - Purées - Gel - Pa - Er - Ce - Repère - Ému - Sb - Rs - Râ - Élu - Épi - Assises - Arômes - Peu - Étés - Lé - Rut - Ases - Cassées.

MOTS MASQUÉS CONTINGENT

Journées d'étude sur l'astronomie à l'Université "20 août 1955" à Skikda

Deux journées d'étude sur l'astronomie ont été ouvertes lundi à la Bibliothèque principale de l'Université "20 août 1955" de Skikda en présence de chercheurs et étudiants. L'objectif de cette manifestation placée sous le thème "Au-delà du ciel de Rusica-de" est de permettre aux étudiants et chercheurs de découvrir en profondeur l'astronomie, a indiqué, Riad Bendib, directeur de l'incubateur de cette université, organisateur de cette rencontre de deux jours en coordination avec le Centre de développement de l'entrepreneuriat et le laboratoire d'automatique de la même université. Pr. Nacer Bouziani du Centre de recherche en astronomie, astrophysique et géophysique (CRAAG) a mis en exergue l'importance de l'astronomie qui compte plusieurs sous-disciplines et étudie les phénomènes astrophysiques en utilisant les mathématiques, la physique et la chimie. De son côté, Dr. Difallah Khalil, chercheur en astrophysique et directeur du département de la physique du soleil du CRAAG, a présenté un aperçu sur le CRAAG qui compte plusieurs spécialités.

Ouverture des inscriptions à la formation fédérale des entraîneurs de Futsal

La Direction technique nationale (DTN) de la Fédération algérienne de football (FAF) organise une session de formation fédérale destinée aux entraîneurs de Futsal, dans le cadre de la mise en œuvre de son programme de développement de cette discipline, a indiqué l'instance fédérale sur son site officiel. Les personnes intéressées sont invitées à soumettre leur demande d'inscription par e-mail, à l'adresse suivante : dtnforfutsal@faf.dz, au plus tard le jeudi 8 mai 2025, précise la FAF. Les candidats doivent présenter une attestation de formation à l'initiation (Niveau 1), un Curriculum vitae et s'acquitter des frais de formation (à régler après notification de la DTN). L'Algérie compte quelque 70 clubs qui évoluent dans les trois divisions, dont 42 en Nationale 1, répartis sur sept groupes (Centre-est, Centre-ouest, Sud-est, Centre et Ouest).

Saisie d'équipements "sensibles" utilisés pour la prospection illégale d'or à Tiaret

Les services de police de la wilaya de Tiaret ont procédé à la saisie de plusieurs équipements "sensibles" de détection de métaux utilisés pour la prospection illicite d'or, a-t-on appris lundi auprès de la direction de la sûreté de wilaya. Selon la même source, l'affaire a été traitée par la brigade de police judiciaire de la sûreté de daïra d'Ain Kermès, suite à l'exploitation d'informations signalant que plusieurs individus étaient en possession d'équipements sensibles destinés à la prospection illégale d'or, précisant que quatre suspects ont été arrêtés. En coordination avec les autorités judiciaires compétentes, des perquisitions ont été effectuées dans les domiciles des mis en cause, où ont été saisis un détecteur de métaux de gros calibre muni de tous ses accessoires, un autre appareil de petit calibre, deux jumelles, ainsi que deux disques de détection sensibles, précise la même source. Un dossier judiciaire a été établi à l'encontre des suspects, qui ont été déférés devant le procureur de la République près le tribunal de Freneda, a fait savoir la même source.



Accidents de la route: 63 morts et 1746 blessés en une semaine



Soixante-trois (63) personnes sont décédées et 1746 autres ont été blessées dans 1348 accidents de la route, survenus du 27 avril au 3 mai à travers le pays, indique mardi un bilan hebdomadaire de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya d'In Salah avec 10 morts et 10 blessés, suite à 6 accidents de la route, précise la même source. Par ailleurs, les unités de la Protection civile sont intervenues pour l'extinction de 797 incendies urbains, industriels et autres, dont les plus importants ont été enregistrés dans les wilayas d'Alger (75 incendies), Blida (71) et Tipaza (35). Durant la même période, les unités de la Protection civile ont procédé au sauvetage de 410 personnes en situation de danger et à l'exécution de 5512 opérations d'assistance diverses, ajoute le communiqué.

Séisme de 3,0 degrés enregistré dans la wilaya de Médéa

Une secousse d'une magnitude de 3,0 degrés sur l'échelle ouverte de Richter a été enregistrée lundi à 18h25 dans la wilaya de Médéa, indique un communiqué du Centre de recherche en astronomie, astrophysique et géophysique. L'épicentre de la secousse a été localisé à 05 km au sud-ouest de Aziz, dans la même wilaya.

Lancement de la fabrication du premier tracteur agricole 4x4 à Sidi Bel-Abbès

La fabrication du premier tracteur agricole à quatre roues motrices (4X4), a été lancée dans la wilaya de Sidi Bel Abbès, à la suite de la reprise de l'activité de l'entreprise productrice de ce type d'engins, a-t-on appris auprès des services de la wilaya. Selon la même source, la production de ce tracteur intervient après la relance, au début de cette année, des activités de l'entreprise privée Sonalika-Famag, spécialisée dans la fabrication de matériel agricole. "Cette initiative constitue un modèle d'intégration entre développement économique et industriel au niveau de la wilaya et reflète le soutien des autorités locales à l'investissement et l'accompagnement des entreprises contribuant au dynamisme économique", a-t-on indiqué de même source. Le président du Conseil d'administration de l'entreprise Sonalika-Famag, Hakim Benili a souligné que "le produit devra être commercialisé sur le marché national au courant de l'année 2025". "Cette réalisation est le fruit des efforts de l'entreprise visant à renforcer sa position sur le marché national, en assurant la production annuelle de 3.000 tracteurs grâce à ses équipements modernes et ses lignes de production de pointe assurées par une main-d'œuvre qualifiée", a-t-il déclaré. Il a également mentionné que la production actuelle repose sur la fabrication de quatre modèles de tracteurs intégrant des technologies avancées et répondant aux normes internationales, en attendant le lancement prochain d'un cinquième modèle dans le cadre du développement de son plan d'action. Pour rappel, Sonalika-Famag est une entreprise mixte algéro-indienne spécialisée dans la fabrication de matériels agricoles.

Démantèlement à Alger d'un réseau criminel spécialisé dans le vol de véhicules et de leurs accessoires

Les services de sûreté de la wilaya d'Alger ont démantelé des réseaux criminels spécialisés dans le vol de véhicules et de leurs accessoires, activant à travers l'ensemble du territoire national, et récupéré 24 véhicules volés, a indiqué dimanche un communiqué des mêmes services. "Dans le cadre de la lutte contre la criminalité sous toutes ses formes, les brigades de la police judiciaire des circonscriptions administratives de Dar El Beïda, Sidi M'hamed et de la 4e division de la police judiciaire de Bouchaoui ont démantelé des groupes criminels spécialisés dans le vol de véhicules et de leurs accessoires, activant sur l'ensemble du territoire national, arrêté 17 individus et récupéré 24 véhicules volés", a précisé la même source. "Cette opération fait suite aux plaintes déposées par des citoyens ayant été victimes de vols de leurs véhicules ou de leurs accessoires", selon la même source ajoutant que "les enquêtes ont permis d'identifier et d'interpeller les auteurs". Dans la même affaire, "des documents administratifs, des plaques d'immatriculation falsifiées ainsi que des outils utilisés dans les vols ont été saisis", a révélé le communiqué précisant que "les suspects ont été déférés devant le parquet territorialement compétent".

EXPRESS- HISTORIQUE

Le renard et le bûcheron (16)



AUX POINGS

ESIM

«Les efforts se poursuivent de manière soutenue pour concrétiser un programme de réalisation de deux millions d'unités de logement à l'horizon 2029, soulignant que le programme inscrit au titre de l'exercice 2025, dans le cadre de la loi de finances, prévoit la construction de près de 250.000 logements, toutes formules confondues, à travers l'ensemble des wilayas du pays.»

Mohamed Tarek Belaribi, ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville





Dans la journée : Nuageux
Vent : 21 km/h
Humidité : 73 %



Dans la nuit : Nuageux
Vent : 13 km/h
Humidité : 92 %

Dohr : 12h45
Assar : 16h33
Maghreb : 19h45
Îcha : 21h15

Jeudi 10 dou el
kaâda 1446
Sobh : 04h07
Chourouk : 05h47

QUATRE FEMMES APPELLENT À METTRE FIN AU GÉNOCIDE SIONISTE

« Non à la destruction, non à l'impunité... à Ghaza »

Face à l'horreur, le silence n'est plus une option. Quatre femmes d'envergure – Annie Ernaux, prix Nobel de littérature, Christiane Taubira, ancienne ministre de la Justice, Sophie Bessis, historienne franco-tunisienne, et Dominique Eddé, romancière libanaise – ont uni leurs voix dans une tribune publiée sur Mediapart, pour appeler la France et l'Europe à dire enfin "non" à la politique de destruction menée par Israël à Ghaza et dans la région.



Annie Ernaux, prix Nobel de littérature

Dans un texte implacable, elles dénoncent ce qu'elles nomment sans détour : une entreprise d'extermination, une dislocation délibérée du Moyen-Orient orchestrée par un régime israélien d'extrême droite. Pendant que les bombes s'abattent chaque heure sur Ghaza, que les hôpitaux sont réduits au silence, que des enfants sont mutilés sans

anesthésie, que les tentes de deuil sont incendiées et les secouristes abattus – l'Occident détourne les yeux. Plus de 200 journalistes palestiniens assassinés, les médias étrangers tenus à l'écart, une autocensure honteuse dans la presse européenne : rien ne semble suffire à briser le mur de l'indifférence. Ce qui se joue à Ghaza n'est plus une guerre : c'est une punition collective, méthodique, impitoyable, martèlent les signataires. Et ce crime ne se limite pas à Ghaza. Israël pour-

suit sa politique d'occupation et de fragmentation : le Golan syrien, le sud du Liban, et désormais l'ensemble du territoire syrien, régulièrement bombardé – près de 1 000 frappes israéliennes à ce jour. Le nouveau régime syrien est empêché de se relever, étranglé par un voisin qui prend même en otage les communautés druzes, aggravant un chaos régional voulu et entretenu.

C'est une guerre totale et une stratégie assumée de domination par la violence, alertent les quatre femmes. Elles accusent : les dirigeants européens regardent ailleurs, paralysés, ou complices. Pourtant, les instruments juridiques existent : l'Union européenne sanctionne aujourd'hui une trentaine de pays pour des violations graves des droits humains. Pourquoi pas Israël ? Ce « deux poids, deux mesures » ronge la légitimité morale de l'Europe. Si elle persiste à ne rien faire, elle figurera au rang des complices – accusée de trahison de ses principes, responsable de l'effondrement du droit international, co-signataire du retour de la barbarie et du fascisme. Le diplomate Gérard Araud tente de relativiser : "Il ne s'agit pas de massacres mais d'affrontements confessionnels." Une rhétorique cynique, dénoncent les autrices, qui ne masque plus la mécanique coloniale à l'œuvre. Même Josep Borrell, ancien chef de la diplomatie européenne, a écrit noir sur blanc que l'objectif de cette offensive israélienne est de créer les conditions d'un nettoyage ethnique d'ampleur inédite depuis 1945. Mais ses mots sont restés lettre morte. À quoi sert-il de reconnaître l'abomination si c'est pour ne rien faire ? En conclusion, les signataires appellent l'Europe et la France à un sursaut vital "Il est temps de sauver ce qu'il reste de notre dignité. Il faut dire non. Clairement. Définitivement. Non à la destruction, non à l'impunité, non à l'effacement d'un peuple sous nos yeux." Un cri, une alerte, un appel à refuser l'irréparable.

M. Seghilani

SITUATION DANS LA PÉNINSULE INDIENNE

L'Algérie appelle à privilégier le dialogue et la diplomatie

Le ministre d'État, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, Ahmed Attaf, a reçu, hier, un appel téléphonique du vice-Premier ministre, ministre des Affaires étrangères de la République islamique du Pakistan, Muhammad Ishaq Dar, indique un communiqué du ministère. A cette occasion, les deux parties ont souligné « la volonté politique forte des dirigeants des deux pays de développer les relations algéro-pakistanaïses et de les hisser vers les plus hauts niveaux possibles », précise la même source. Les deux ministres ont également évoqué les développements de la situation dans la péninsule indienne. A ce propos, Attaf a réaffirmé « la position de l'Algérie qui appelle à préserver les fondements de la sécurité et de la stabilité dans la région, en privilégiant le dialogue et la diplomatie et en œuvrant à résoudre les différends par des moyens pacifiques », note le communiqué.

R. N.

ALGER

Arrestation de deux individus pour agression des usagers de la route

La brigade territoriale de la Gendarmerie nationale de Baba Hassen (Alger) a procédé à l'arrestation de deux individus qui agressaient et volaient leur victimes sur diverses routes en utilisant un véhicule touristique, a indiqué mardi un communiqué des mêmes services. "Les investigations diligentes dans le cadre de cet affaire et l'exploitation des caméras de surveillance du système de contrôle routier du groupement, ont permis d'identifier et d'arrêter le conducteur et son acolyte, et la résolution de 10 affaires en instance liées à ces agressions dans les communes d'Ouled Fayet et de Baba Hassen", précise la même source. Les investigations ont révélé que les suspects "guettaient leurs victimes à l'aide d'une voiture de type Maruti dans des zones isolées, ciblant notamment celles sollicitant un service de transport. Une fois la victime montée à bord, ils l'agressaient, avec des armes blanches". "Les deux mis en cause seront présentés devant les juridictions compétentes, après parachèvement de l'enquête", conclut la même source.

ENIE

Réouverture aujourd'hui du showroom principal d'Alger

L'Entreprise nationale des industries électroniques (ENIE) a annoncé, mardi dans un communiqué, la réouverture aujourd'hui de son showroom principal d'Alger, situé dans la rue de Hassiba Benbouali. L'inauguration officielle de ce shoroom réaménagé constitue pour l'entreprise "une nouvelle étape dans sa démarche visant à se rapprocher davantage de la clientèle et à améliorer la qualité de ses services", a précisé la même source. "Cet espace commercial incarne le retour en force de notre produit emblématique, le téléviseur Enie, fruit de plus de 40 années d'expertise et d'excellence", a ajouté le communiqué. La réouverture de ce point de vente revêt aussi "une forte valeur symbolique" pour l'ENIE qui réaffirme, à cette occasion, son engagement "à contribuer efficacement au développement de l'industrie nationale et à répondre aux besoins du marché local", tout en assurant qu'elle reste "ouverte à l'innovation et à la quête permanente de la qualité".

SOUS-RIRE

Belghit et Şansal : un même objectif



Belghit

MARCHÉ PÉTROLIER

Le Brent se redresse à plus de 61 dollars

Les cours de l'or noir se sont redressés, hier, dépassant les 61 dollars le baril. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en juillet, prenait 2,27 % à 61,60 dollars, tandis que son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison en juin, gagnait 2,28 % à 58,43 dollars.